

IRL

JOURNAL

D'EXPRESSION LIBERTAIRE

ETE 80 6F

35



Tu crois qu'on y arrivera

adieu les vacances !

1er épisode : une dizaine de personnes occupent le relais de T.D.F. de Fourvière, en soutien avec les objecteurs O.P.20. Un procès leur tombe sur le coin de la gueule, le 9 juillet.

2ème épisode : le 19 juin les flics investissent arme au poing le C.E.P. où ont lieu les émissions publiques et en direct du collectif des radios libres de Lyon. Il y a flagrant délit et le procès est annoncé pour le 15 juillet.

3ème épisode : suite à la manifestation antimilitariste du 10 mai (voir compte-rendu et photos dans I.R.L. 34), une demi-douzaine de personnes sont convoquées à la police pour enquête. On les a choisies dans chacun des groupes qui avaient organisé la manif. Cette enquête est du même style que celle qui suivit la sortie de l'affiche « Holocauste » (« derrière chaque uniforme se cache un bourreau ») où la librairie « La Gryffe » (pour l'avoir mise en vitrine) et l'imprimerie A.I.P.N. (pour l'avoir imprimée) furent convoquées par les flics.

4ème (et dernier pour l'instant) épisode : le mardi 24 juin, trois gendarmes se sont pointés à la Gryffe avec une commission rogatoire leur donnant tous pouvoirs pour enquêter sur l'affaire « Avis de Recherche ». Ce « quinzomadaire de soutien aux insoumis en cavale » a eu le malheur de ne pas plaire aux autorités militaires qui se sont bien vite empressées de déposer une plainte. On a interdit le canard, bloqué la boîte postale, on recherche activement les rédacteurs. La librairie Alternatives à Paris a été poursuivie et condamnée pour l'avoir diffusé ; et pourtant « Avis de Recherche » continue sa parution.

Les gendarmes qui sont venus à la Gryffe avaient sur eux les photocopies des chèques envoyés par la Gryffe à Avis de Recherche ainsi qu'une lettre circulaire de la librairie.

A suivre...

COMMUNIQUE DE PRESSE

Lyon le 25/6/1080

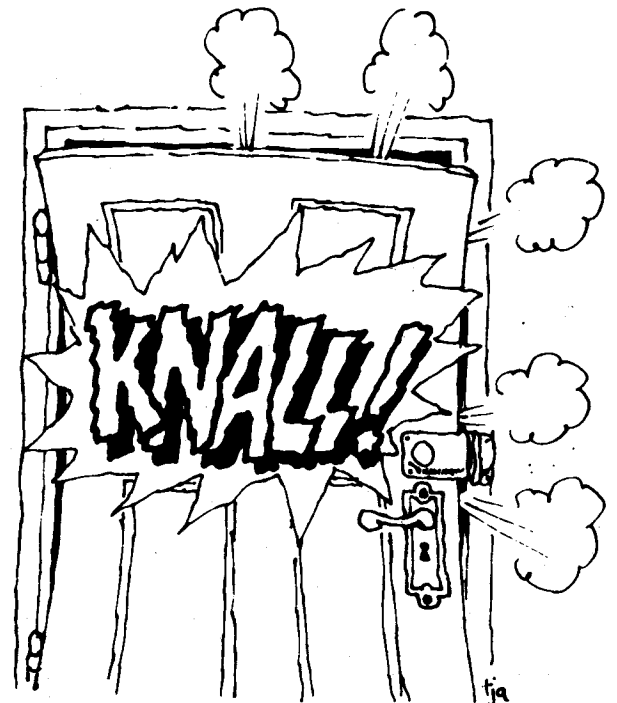
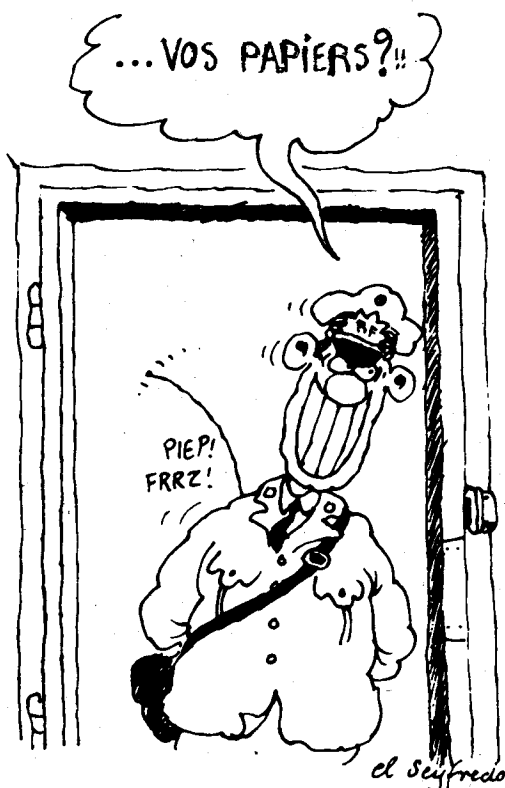
Le mardi 24 juin, trois gendarmes venus spécialement de Paris se sont présentés à la librairie La Gryffe. Ils étaient munis d'une commission rogatoire contre les rédacteurs d'Avis de Recherche, journal de soutien aux insoumis totaux, poursuivis pour appel à l'insoumission.

La boîte aux lettres de ce journal ayant été saisie, on y a trouvé des chèques de la librairie la Gryffe régularisant des ventes effectuées. Ces gendarmes ont interrogé le salarié de l'association sur les liens entre ce journal et la librairie, sur sa vente et sa diffusion.

Les membres de l'association Loi du 1901, qui gèrent la librairie tiennent à déclarer qu'ils sont entièrement solidaires de la lutte menée par les insoumis et tous les antimilitaristes. Nous recevons et vendons Avis de Recherche au même titre que l'ensemble de la presse alternative, et nous continuerons à le faire.

Nous protestons contre les multiples atteintes à la liberté d'expression et d'information, qu'il s'agisse de la presse (poursuite, ROMPONS LES RANGS, LE REFRACTAIRE, AVIS DE RECHERCHE, journaux antimilitaristes...), des librairies parallèles à Paris, des radios libres (arrestation et procès des animateurs de Radio Paris 80, Radio Lille 80, Radio C.G.T. et le collectif des radios libres à Lyon).

Librairie « LA GRYFFE » 5 rue Sébastien Griphe, 69007 LYON.



NOUVELLES DE KABOUL³

Le monopole de fait qu'exercent les journalistes des pays ou partis communistes sur les informations en provenance d'Afghanistan rend difficile une connaissance précise de ce qui se passe dans ce pays. Nous publions ci-dessous des informations provenant directement de Kaboul. Pour des raisons de sécurité, il n'est pas possible de préciser davantage la nature de leurs sources mais seulement de garantir le scrupuleux effort d'objectivité de ceux qui prennent le risque de les faire passer.

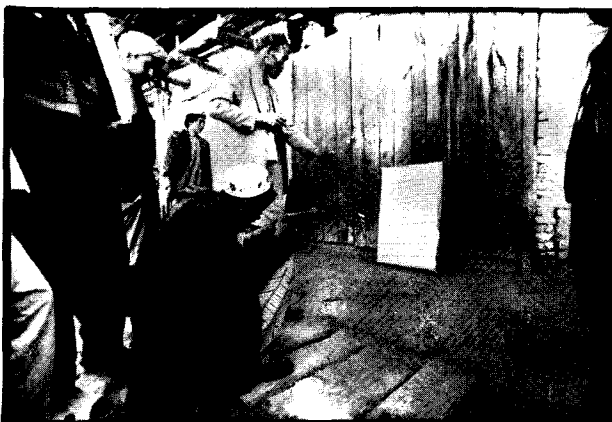
Les mouvements des élèves des lycées et des étudiants de l'Université à Kaboul (fin avril - début mai)

Un grand nombre de tracts (manuscrits : originaux et carbonés) ont circulé à l'université les 19 et 20 avril, émanant du comité des étudiants et des professeurs à faire grève à compter du 21 avril. « Après avoir pris connaissance du contenu de ce tract, faites-le circuler autour de vous », disait le petit feuillet. Motif de cette grève : protester contre la présence soviétique en Afghanistan. Un mot sur ce « comité » qui serait le bureau exécutif d'un syndicat où toutes les tendances politiques seraient représentées (à l'exception bien sûr du Parcham et du Khalq).

Le 21 avril donc, une centaine d'étudiants étaient présents sur le parking de la faculté des lettres, sur les 1.500 inscrits, Parchamis et Khalquis qui attendaient les consignes, des drapeaux à la main devant la fac fermée. Même situation devant les autres facultés. Le gouvernement avait en effet décidé de présenter les nouveaux drapeaux (celui de la nation et celui du Parti) à la population, et ce, en catastrophe, pour briser la grève de l'université. Des files de camions des travaux publics stationnaient devant les lycées et s'y entassaient les élèves à qui de petits drapeaux et des tulipes des champs rouges étaient distribués. Ce jour-là (on ne l'a su que le lendemain) « on » a tiré sur des élèves du lycée Habibia, sur la route de l'Ambassade d'U.R.S.S., à la suite du refus de certains élèves de monter dans les camions et/ou après qu'une voiture occupée par des Russes qui passait par là eût été lapidée. Trois lycéens auraient été tués, trois autres blessés, des drapeaux déchirés, d'autres brandis sur lesquels on avait écrit des vers d'un poète iranien (quelque chose comme « l'habit ne fait pas le moine » car le drapeau proposé ressemble à l'ancien drapeau de l'Afghanistan avec une étoile en plus toutefois : Trois bandes horizontales noir-rouge-vert, un Coran ouvert dans un coin surmonté d'une étoile). Le drapeau du Parti ne comporte plus le signe du Khalq mais une roue dentée et un épi, dorés sur fond rouge. Ce sont ces drapeaux que quelques milliers de fonctionnaires et d'élèves agitaient sans grand enthousiasme devant l'ancien palais baptisé Maison du Peuple tandis que des hauts parleurs accrochés aux arbres de la grande avenue amplifiaient l'hymne national et le discours de Babrak Karmal. A 10 heures 40, le nouveau drapeau s'élevait au sommet de la tour face au char hissé sur une stèle, celui-là qui mit fin au régime de Daoud il y aura bientôt deux ans et sur lequel des caméramen s'activent alors qu'un hélicoptère, avec une équipe de T.V. à bord passe plusieurs fois à basse altitude. Pas de joie. Des élèves du lycée Esteqlal s'adressent à un français : « Monsieur, écrivez dans votre journal que ce n'est pas une fête pour l'Afghanistan aujourd'hui ». A deux cents mètres de là, une voiture radio soviétique stationne. En ville, les magasins sont restés ouverts ainsi que les administrations. Impression de quelque chose à la sauvette. Le lendemain, 22 avril, un tract circulait à nouveau à l'université, émanant du « Comité des Etudiants et des Professeurs », félicitant les étudiants et étudiantes de n'être pas venus la veille et leur demandant de poursuivre le mouvement jusqu'à nouvel ordre. 50 % d'absents ce jour-là ; autant le lendemain 23 avril.

Jeudi 24 avril, vers huit heures trente, un groupe d'une cinquantaine d'élèves du lycée Ghazi (situé près de l'université) se rendent en silence sur le campus et, parvenus au niveau du rectorat, se mettent soudain à crier des slogans anti-soviétiques et à appeler les étudiants à se joindre à eux. Certains étudiants les rejoignent. On entend ensuite à trois ou quatre reprises des coups de feu (pas d'armes automatiques). D'autres coups de feu sont entendus sur le campus parce qu'ils avaient entendu dire qu'il y aurait une manifestation officielle à l'occasion du nouveau drapeau.

26 avril : grève presque totale à l'université ; même quelques professeurs sont absents et ceux qui font cours ont 3, 4, 6 étudiants. Le doyen de la Faculté de Droit ordonne en personne à un groupe d'étudiants d'entrer en classe. Les étudiants obéissent et ressortent aussitôt précédés de leur professeur. Les deux cubaines responsables du Département d'Espagnols sont venues accompagnées de deux gardes du corps et ont quitté leur Département 30 minutes après, faute d'étudiants, pour aller se « réfugier » dans les locaux de l'administration où elles ont attendu qu'une voi-



ture de l'Ambassade de Cuba vienne les chercher. Rien à voir avec nos grèves que tout cela, mais très important sur le plan local car cela tendrait à prouver qu'on est loin du mouvement populaire désordonné de février qui s'était terminé dans le sang. L'opposition s'organise et la matière grise se réveille. Un professeur aurait même été arrêté en train de distribuer des tracts.

Dimanche 27 avril : anniversaire de la Révolution. Des invitations ont été remises pour les professeurs français d'Esteqlal à un prêtre, doyen des professeurs français en Afghanistan. Le conseiller culturel interdit aux professeurs de se rendre au défilé où l'on pourra voir passer 12 missiles tirés par des camions.

Mardi 29 avril : les choses vont vite ; la veille, le lycée Malalai (filles) a connu des troubles (fenêtres brisées, intervention de l'armée, tirs en l'air, directrice en larmes, un militaire dépouillé de sa veste et coiffé du foulard d'une élève, sortie des lycéennes par groupe de dix sous contrôle de la police et de l'armée). La veille encore, scènes de violence au lycée Souria (filles), arrivée de blindés afghans, tirs en l'air, directrice molestée. Et, ce jour-là, très sérieux accrochages entre Parchamis et lycéennes de Zarghouna : un groupe d'une centaine d'élèves défile même dans les rues de la ville, crachant sur les Russes qu'elles croisent, brisant les pare-brise des voitures, obligeant un char soviétique à faire marche-arrière (manifestement, les Russes ont pour consigne d'éviter tout incident). « Mort aux Russes ! Mort à Babrak ! On ne veut pas être les femmes des Russes ! », entend-t-on. Au lycée Esteqlal, les professeurs français quittent l'établissement sur coup de téléphone du Premier Conseiller. Peu de temps auparavant, le conseiller culturel et un diplomate stagiaire qui étaient au lycée ont été injuriés par les élèves qui les prenaient pour des Russes.

Mercredi 30 avril : atmosphère tendue à l'université. Vers midi, des lycéens et des lycéennes auxquels se sont joints des étudiants, manifestent sur le campus ; bilan : 6 morts, 30 blessés (trois filles au moins parmi les morts). A 15 heures 30, les cadavres de jeunes filles gisaient dans l'allée principale. Les blessés sont acheminés dans la confusion la plus totale vers l'hôpital Ali Abad voisin puis amenés à l'hôpital militaire. Un chirurgien dira avoir été appelé pour trois interventions sur des jeunes filles : une balle dans le bras, une balle dans le ventre, une balle dans la mâchoire. Après la fusillade, œuvre d'étudiants parchamis des différentes facultés, les arrestations sont nombreuses, les étudiants et les étudiantes présents se réfugient dans le laboratoire des langues du Département de français, dans la cité universitaire, etc... A 17 heures, tout est rentré dans l'ordre.

Anecdote : une lycéenne blessée au visage passe la main sur sa blessure et gifle l'étudiant parchami qui s'approche d'elle : « comme cela tu te rappelleras de moi ». Une autre blessée aux jambes continue de crier des slogans anti-soviétiques et refuse que les parchamis la conduisent à l'hôpital ; des amis s'en chargeront. Stupeur et silence sur le campus.

Judi 1er mai : jour férié.

Vendredi 2 mai : férié.

Samedi 3 mai : 7 heures 30, peu de monde sur le campus. Les cours ne reprennent pas, l'atmosphère est très tendue, le bruit circule qu'il doit se passer quelque chose. 9 heures 30 : les étudiants sont de plus en plus nombreux dans les allées et sur les pelouses. Soudain des cris et des applaudissements se font entendre du côté de la faculté d'Agriculture, en bordure du campus. On distingue un groupe qui grossit tandis que d'autres étudiants se joignent à lui. Très vite, une voiture de la permanence parchami voisine est sur les lieux et sillonne les allées en annonçant que, conformément à l'article 28, tout rassemblement non pacifique est interdit. Le groupe des manifestants, 500 environ, est cerné par quelques militaires, des policiers et des étudiants parchamis armés de kalachnikovs. D'autres étudiants parchamis accourent armés et bouclent le campus, interdisant aux manifestants trop curieux de s'approcher des manifestants qui se mettent en marche en direction du centre de la ville distant de 4 kilomètres environ. Ils sont à présent un millier qui bousculent les militaires qui tentent de freiner leur progression ; les bras se détendent au-dessus des têtes pour mieux appuyer du geste les slogans, les étudiantes agitent leurs foulards, les étudiants non-manifestants sont silencieux et figés, les parchamis et le khalquis très tendus mais satisfaits, semble-t-il, d'avoir réussi à limiter le nombre des participants. En passant près du lycée Ghazi, des lycéens rejoignent le cortège qui parcourra ainsi 2,5 kilomètres en direction du centre, entraînant à sa suite un certain nombre d'indécis et de curieux et provoquant un énorme embouteillage. Militaires et civils s'organisent qui ont certainement reçu l'ordre de ne pas tirer mais de canaliser les manifestants et d'empêcher que des sympathisants ne se joignent à eux. Il y a déjà des défections et sans doute des arrestations. Au niveau de l'hôpital Avicenne, mais de l'autre côté de Kabul, rive gauche, le groupe fort réduit est stoppé, les deux extrémités de la rue immédiatement barrées, des renforts arrivent qui aideront à pourchasser les irréductibles coincés à présent contre la façade d'une école primaire. Seule issue : la colline contre laquelle est adossée l'école, hérissée de petites maisons de terre sur les terrasses desquelles on distingue des femmes et des enfants qui encouragent passionnément les manifestants ; un bon nombre d'entre eux trouveront aisément refuge dans ces maisons. Confusion générale, mouvements de va-et-vient, fuites, poussière, matraques levées, poings qui s'abatent, chevaux qui se cabrent (une vingtaine de cavaliers participent à l'opération). 6 autobus attendent dans la rue en contrebas ; dès qu'un manifestant est arrêté, on le conduit dans l'un d'eux. 11 heures 30 : tout est terminé, un officier passe en revue les cavaliers, une unité des forces spéciales d'interventions attend des consignes, l'arme aux pieds, casque blanc et visière blessée ; les rues voisines sont surveillées par l'armée et la police, deux hélicoptères soviétiques font deux passages à très basse altitude pour intimider les élèves des lycées voisins qui sortent à cette heure-là. Il y aura 150 arrestations à cet endroit-là.

4 mai : davantage de monde sur le campus ; une voiture équipée d'un haut-parleur passe au ralenti : « tout rassemblement est interdit... Les mineurs seront arrêtés ». Les laquais de l'impérialisme et les pro-chinois sont stigmatisés. Une voiture de l'armée s'arrête auprès de tout rassemblement de plus de quatre personnes et un officier contrôle les cartes des étudiants. On commente les événements de ces derniers jours. Il y aurait eu au total au moins une quinzaine de tués, probablement plus, et un nombre important d'arrestations.

5-6-7 mai : les lycées sont calmes. La reprise des cours s'amorce lentement à l'université ; elle était presque effective le 11 mai.

12 mai : 324 manifestants qui avaient été arrêtés au cours des manifestations sont libérés, après avoir signé l'engagement de ne plus participer à des activités anti-gouvernementale ; 200 demeurent en prison. Selon les informa-

RADIOS LOCALES DANS LE NORD :



On sait que la guerre des ondes est déclarée entre l'Etat et ceux qui veulent s'exprimer librement et à part entière par leur propre moyen de diffusion. Après la première vague de répression qui s'est abattue en été 1978 sur la plupart des radios libres de l'époque, les radios libres « deuxième génération » se voient depuis le début du mois de juin prises d'assaut avec l'appui de centaines de flics : en Lorraine (Radio Cœur d'Acier), à Lyon, et dans le nord (Radio Quinquin, et tout dernièrement Radio Libre 80).

Si cette dernière région a toujours été prolifique avec l'existence parfois éphémère de nombreuses radios locales, pirates ou libres, on peut se demander aujourd'hui si elle ne va pas être le théâtre d'une guerre des ondes entre les deux grands partis de « gauche ». Radio Quinquin, chapeauté par la C.G.T., et Radio Libre 80, chouchoutée par le P.S. (par l'intermédiaire de Mauroy) ne sont-elles pas les pions d'une bagarre qui se situe ailleurs, c'est-à-dire pour les élections ?

Auby, petite localité près de Douai dans le Nord, mercredi 4 juin à 6 heures (heure légale de perquisition) : 800 C.R.S. et gardes mobiles envahissent la petite ville qui commence tout juste à se réveiller avec le mar-

ché sur la grande place. Auparavant, « on » a coupé l'électricité et le courant. (Comme à la parade, le scénario pour un beau coup d'Etat est au point).

Hop, hop, hop, pendant que certaines C.R.S. s'empêchent dans les étalages des marchands, qui commentent à les insulter sentant que leur journée sera foutue, d'autres investissent en cinq minutes le studio de Radio Quinquin, situé dans la mairie.

Mais pourquoi un tel déploiement pour prendre d'assaut ce qui n'est après tout qu'une radio locale illégale ? C'est que Radio Quinquin, qui émet depuis novembre dernier est très populaire, dans les deux sens du terme dans le bassin houiller. Créée à l'initiative de l'Union C.G.T. des mineurs, elle émet régulièrement depuis 7 mois sans être brouillée, et sur un rayon de 40 kilomètres. Le programme ressemble fort à ce que l'on pourrait lire dans l'Humanité (déclarations intégrales des membres du P.C., de la C.G.T., etc.), avec en plus des chansons populaires du Nord, et de la variété. D'ailleurs, cette radio est apparue pour beaucoup comme un ballon d'oxygène pour le journal communiste régional « Liberté » en perte de vitesse, avec un tirage de 25.000 exemplaires sur toute la région, alors que le Pas de Calais, par exemple, ne compte que des députés de

la centrale de la place du Colonel Fabien.

Deux jours après, le 6 juin, c'est une journée d'action contre le démantèlement de la Sécurité Sociale, et la nouvelle convention des médecins. Manif prévue devant la sous-préfecture, sévèrement gardée. Un long face à face, sans heurts. La C.G.T. tient bien ses troupes. Elle compte uniquement sur la mobilisation et la pression populaire.

C'est que la grande mécanique syndicale s'est mise en branle. Manifs de masse, délégations, pétitions, soutien financier (la C.G.T. affirme avoir recueilli en quelques jours plus de 10 millions d'anciens francs, mais les mairies communistes puisent dans les finances locales...), attaque en règle contre le pouvoir, F.R.3 et surtout... les socialistes. L'amalgame est d'autant plus vite fait que Mauroy, maire socialiste de Lille, avait déclaré à propos de Radio Quinquin qu'il « fallait mettre fin à cette anarchie ». Dans un sens, cette phrase répressive se comprend. Les socialistes n'avaient alors pas de radio dans le Nord (celle de Paris, Radio Riposte, avait été envahie après quelques jours d'émission, alors que Radio Quinquin émet « impunément » depuis 7 mois) ; de plus, la radio de la C.G.T. ne se privait pas de tirer à boulets rouges sur leurs « alliés » socialistes. Mais Mauroy n'était il pas au courant de la prochaine intervention des forces de l'ordre pour parler ainsi ? !

UNE RADIO POPULAIRE

Autre question que l'on peut se poser : pourquoi le Pouvoir a-t-il attendu si longtemps pour faire taire Radio Quinquin ? (Alors que Radio Libre 80 a été envahie au lendemain de son lancement réel ?). Il était logique de penser qu'avec le temps, une radio lancée par un syndicat ultra-majoritaire dans le bassin minier ne pourrait qu'être de plus en plus écoutée. Le Pouvoir escomptait il sur la lassitude d'un public habitué aux gnangnanteries de la télévision nationale ? En tout cas, c'est tout le contraire qui s'est produit, et on peut parler d'un véritable succès de Radio Quinquin, sur le plan de l'écoute.

Radio Quinquin émettait régulièrement tous les jours, de 6 heures à 9 heures, de 11 heures à 14 heures et de 17 heures à 19 heures, jouant sur les taux d'écoute maximum des radios classiques, et sur les horaires des travailleurs. L'émission du dimanche matin était particulièrement écoutée, avec le principe du « disque demandé », qui passait ensuite à l'antenne. (1)

Il n'était pas rare d'entendre Radio Quinquin dans les usines, dans les magasins (le rayon télé hifi d'un grand magasin de Douai, était parfois branché uniquement sur Radio Quinquin assez fort pour qu'on l'entende quelques rayons plus loin), ou bien, parmi les spectateurs dominicaux d'un match de foot. La Radio parlait des luttes, des problèmes du charbon et de la sidérurgie, fustigeait le patronat et le pouvoir, passait de la musique « populaire ». Il y avait même une émission en polonnais.

A côté de ça, Radio Libre 80, fait un peu figure d'aventurière. Il y a pourtant, pour cette nouvelle radio, des vieux de la vieille des anciennes radios libres. C'est que la C.G.T. a pris le train en marche (on connaît la traditionnelle méfiance des communistes pour ce qui est nouveau et non contrôlé). En effet, la première radio libre a émis sur Lille en 1969, Radio Campus, qui diffusait au début uniquement sur le campus, puis qui s'est étendue au fil des années. En 73, les flics l'envahissent après que quelqu'un ait appelé à une manif sur les ondes. Provocation ?... ou erreur ?... Tput le monde savait que la radio était tolérée à condition de ne pas faire de « politique ». On se rattrapait avec la musique...

L'explosion se produisit en 1977, avec la naissance de plusieurs radios libres, plus ou moins dans la lignée écologiste : Radio Calamine, Radio Détraké, Radio Libre 59, Sortie de Secours, Radio Eylenspielgel (mouvement flammand), puis « Qu'elle était verte ma vallée », et Radio Beau Délire. Mais l'individualisme est de mise, ainsi que les querelles de chapelle, tandis que T.D.F. brouille à tout va, courant d'une antenne pirate à une autre. Les flics ont le dernier mot en juin-juillet 78.

Radio Libre 80 naît un peu de toutes ces cendres. Mais elle avait besoin d'un soutien puissant, et la municipalité en est un. Mauroy saute sur l'occasion ; il est contre le monopole (du moins en public) et puis, ça fera les pieds au P.C. (et peut-être à Mitterrand, allez savoir !). Il propose donc d'héberger le studio de Radio Libre 80 dans la Maison de la Nature et de l'Environnement, qui appartient à la Mairie. Bien que ce soit un allié fictif et effectif du pouvoir, pour reprendre les termes des communistes, la police envahit les locaux le lendemain de la première émission.

Il est encore trop tôt pour envisager ce qui va se passer. Mauroy a bien sûr condamné aussitôt l'intervention policière (ainsi que la C.F.D.T., le collectif de la Radio Libre, la Ligue des Droits de l'Homme, Brice Lalonde). Mais jusqu'où ira-t-il ? De plus, les positions du leader socialiste étouffent complètement les objectifs des animateurs de Radio Libre 80, qui apparaissent alors bien flous.

Le jeu des communistes n'est guère plus clair. Ou plutôt si, car ils ont leur ligne directrice bien tracée. Tout d'abord, pas une ligne dans leur presse sur la naissance et l'investissement de la radio lilloise, (tout comme F.R.3 Nord-Picardie s'est illustrée par une censure inquiétante à propos de Radio Quinquin). Deuxièmement, il est bien évident que pour le P.C. il n'est nullement question de casser le monopole ; Radio Quinquin n'est pas une radio locale, elle est une radio de lutte (...). Le monopole de l'information, c'est l'Etat « Giscard-Ceyraquien ». Par contre, en prenant une telle initiative, la C.G.T. veut que la radio, la télévision française, redeviennent ce qu'elles n'aurent jamais dû cesser d'être : « un service public », peut-on lire dans la presse communiste. A la limite, une décentralisation peut se concevoir par l'intermédiaire des radios locales mais dont la gestion et les programmes seraient de toute façon contrôlés par des conseils d'administration comprenant en nombre égal des élus locaux et des représentants du service public de radio diffusion, des personnels des radios locales et des usagers (Marcel Tassy). Il n'est donc nullement question de tenter une expérience à l'italienne, à l'américaine, ou une expérience nouvelle, quelle qu'elle soit. A croire que les deux buts visés par la radio de la C.G.T. ne sont que Giscard et les socialistes. De là à songer aux élections, il n'y a qu'un pas...

Quoi qu'il en soit, ces radios ne semblent pas prêtes d'être réduites au silence. Radio Quinquin, au lendemain de sa saisie, s'installait... dans l'église d'Auby, en face de la mairie... Avec du matériel moins puissant, bien sûr. Puis après quelques jours d'émission, celles-ci s'arrêtaient à nouveau, à cause d'ennuis techniques, officiellement. De son côté, Radio Libre 80 essaie de réémettre épisodiquement (à ce jour), avec un soutien de la population devant le studio, tandis que T.D.F. brouille systématiquement. Mais, comme on dit dans le Nord pour reprendre la chanson du P'tit Quinquin :

« tu m'f'ras du chagrin
si tu n'te'tais point ». ■

(1) Voir Libé du 6 juin.

...A Lyon, on a des insomnies !

Mercredi 4 juin : la police envahit les locaux de 3 radios libres : Radio Paris 80, qui, aussitôt, reprend ses émissions avec un nouvel émetteur, encouragée par quelques centaines de personnes qui empêchent, par leur nombre et leur présence, les flics de revenir; Radio Quinquin, qui, depuis, a repris ses émissions et Radio Nancy Cœur d'Acier. Ces deux dernières radios sont animées par la C.G.T.

Dès jeudi, le collectif des radios libres lyonnaises qui avait prévu d'émettre quotidiennement en direct et en public dès la fin juin, décide d'avancer cette date : le premier rendez-vous aura lieu le lundi 19 juin, dès 19 heures, au Centre d'Etudes Populaires (C.E.P. 44 rue Saint Georges), lieu où bon nombre de comités et de groupes divers ont l'habitude de se réunir. Le collectif des radios libres est composé de Radio Canut (quartiers), Radio Léopard (étudiants) et Radio Pipelette (femmes).

Lundi 9 juin : rue Saint Georges, en bas du C.E.P., quelques personnes « montent la garde » en prévision d'une venue des flics. Dans le studio, l'agitation règne. Pris de court, les animateurs de la radio n'ont pas eu le temps de préparer les émissions : ils alterneront toute la soirée musiques et appels aux groupes désirant se présenter à la radio. Des auditeurs téléphonent d'un peu partout. Le brouillage est là, mais, vers 9 heures, il tombera : écoute parfaite dans certains quartiers.

Les émissions ont duré du lundi 9 au jeudi 19 juin, date de l'intervention des flics : revues de presse, informations, débats divers (antimilitarisme, rencontre de la Hague, présentation des groupes tenant leur permanence au C.E.P....), présence de groupes rock lyonnais (Gana-foul, Toxic, B.B. Ogino), musiques nombreuses et variées.

Bien sûr, il y a eu l'essoufflement des animateurs qui, quotidiennement, devaient assurer 4 à 5 heures d'émission, ce qui était énorme, vu l'état de désorganisation du collectif : approche des vacances, période d'exams pour certains... Ce qui fait que les mêmes personnes se retrouvaient plusieurs soirs par semaine pour installer le matériel, animer les émissions, surveiller l'entrée du C.E.P., ranger et recommencer le lendemain.

Jeudi 19 juin : l'intervention des flics a eu lieu au début du générique (le sacro-saint Flagrant Délit !). Une trentaine de civils du S.R.P.J. de Lyon, accompagnés d'un substitut du procureur. Scénario western, certains avaient l'arme au poing. Après vérification d'identité, confiscation du matériel (uniquement le matériel d'émission) et interpellation de trois personnes « volontaires » pour une inculpation, ils se sont barrés, laissant le C.E.P. aux gens qui commençaient à arriver, ayant appris l'intervention de la police. Une A.G. tenue le soir même décida de convoquer une réunion publique et élargie le lendemain, à la Bourse du Travail. Certains proposèrent de réémettre dès vendredi soir. Les trois interpellés ont été relâchés vendredi en fin d'après-midi.

Jeudi 26 juin : après une semaine d'interruption des émissions, le collectif des radios libres émet une dernière fois avant les vacances, brève interruption avant la rentrée où, là, ça devrait « barder » ! Une fête était organisée en bas des studios, sur la place. Pas trop de monde, pas trop de fête ! Et le brouillage était là pour empêcher l'écoute. Vers 10 heures, plus rien.

A la rentrée, on espère ! Et cette fois, faudra bosser sérieusement. Pour que ça dure.

P.S. : le procès des trois interpellés le 15 juillet.



FLIC STORY

OU LE DOSSIER VIDE DE JOELLE ET GERARD

Au moment où dans plusieurs villes des prostituées sont assassinées ou expulsées par les lois Bonnet-Stoléru, mais où aussi une femme a le courage, à Grenoble, de porter en justice des proxénètes, il serait temps d'exprimer clairement notre solidarité avec les femmes prostituées. Du racket des bénéficiaires de la prostitution aux contraintes et violences que font peser des proxénètes sur les femmes prostituées (sans parler des flics), c'est toujours la libre disposition de leur personne qui leur est refusée. C'est aussi sur cette base que s'est constitué le collectif de solidarité avec Joëlle et Gérard victimes d'une « cabale policière » montée contre un militant, Gérard vivant avec une femme, Joëlle, se prostituant occasionnellement. Une affaire peut-être un peu marginale par rapport à l'ensemble des problèmes liés à la prostitution, mais qui pose une question de fond : celle d'une législation qui sert davantage à interdire toute vie affective aux femmes prostituées qu'à interdire leur exploitation. C'est l'article sur le « proxénétisme par cohabitation », qui sert souvent à faire tomber deux prostituées vivant ensemble, pour « proxénétisme mutuel ». Une loi pour isoler les prostituées. Une affaire « à l'allemande » aussi, pour détruire un militant, pour détruire un homme.

Avril 78, la police de Dunkerque effectue une descente au bar « La dolce vita » et au domicile de sa responsable, Mademoiselle Brisse (aujourd'hui Madame Nicolet). Elle embarque tout le monde, patronne incluse, mais très vite il apparaît qu'elle ne s'intéresse qu'à Joëlle, gardée 48 heures à l'hôtel de police, sans pouvoir alerter personne. Les autres serveuses ne seront plus inquiétées. Pour Joëlle, c'est une toute autre histoire qui commence, elle le comprendra vite.

6 mois après, le 11 octobre 1978, Gérard, avec lequel elle vit depuis plusieurs années et qu'elle a épousé durant l'été, est arrêté à la sortie de son travail, écroué à la Maison d'Arrêt de Dunkerque et inculpé de proxénétisme.

Sur la base d'un dossier vide et d'une série de faux témoignages, les flics montent l'« affaire Laniez ». Objectif : casser enfin un militant connu dans la région pour ses nombreux engagements. L'inspecteur Azzaretti le lui a dit clairement pendant la garde à vue : « avec ça, on va te briser définitivement, personne ne te soutiendra là-dessus ».

QUI EST GERARD LANIEZ ?

Le prototype du militant que les flics ont dans le colimateur : dix ans d'activités politiques et syndicales, au Secours Rouge, au Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception, avec le mouvement lycéen contre la loi Debré, ce qui lui coûtera son poste d'enseignant au Lycée Vauban (sa première rencontre aussi avec l'inspecteur Azzaretti), contre la répression qui s'abat contre les homosexuels, aux côtés des prisonniers politiques de la R.A.F. Il est celui qui entretient une correspondance avec Klaus Croissant.... Bref le type qu'on a à l'œil et qu'on cherche à faire tomber par tous les moyens.

Joëlle, sa compagne depuis plusieurs années, se livre de son plein gré à la prostitution occasionnelle, les flics tiennent enfin le bon motif - le proxénétisme - qui justifiera la mise en branle de l'appareil répressif, éloignera tous ses amis, l'atteindra dans son intégrité et sa relation avec Joëlle. Les compagnons ou maris des autres serveuses, pour cette fois-ci, n'intéressent pas la police. La tenancière de la Dolce Vita déjà condamnée pour proxénétisme en Belgique, au demeurant « amie » de Monsieur Nicolet alors maire de Boubourg, Vice président de la Communauté Urbaine de Dunkerque et candidat à la députation s'en tirera avec une peine bénigne :

seul Gérard doit être proxénète, coupable d'aimer une femme qui s'est prostituée.

UN DOSSIER VIDE

Le bon fonctionnement de la justice de ce pays exige des preuves. Difficiles à trouver d'autant plus que leur train de vie n'était pas particulièrement fastueux. Qu'à cela ne tienne, n'importe quoi peut faire l'affaire. Pièce à conviction : un prospectus de firme automobile fabriquant des grosses cylindrées, voilà la preuve irréfutable des dépenses somptueuses que Gérard s'appropriait à commettre avec l'argent gagné par Joëlle. Qu'importe alors qu'il n'ait même pas le permis de conduire ?

Une instruction démocratique se passe difficilement de témoins. Qu'à cela ne tienne, on en trouvera. Qu'importe que plusieurs d'entre eux se rétractent ultérieurement ou s'excusent auprès de Joëlle de ce qu'on les a « forcés » à faire ?

La sentence sera d'autant plus sévère que la prédisposition de l'accusé au vice sera établie sans contexte. Une citation de Sade extraite du livre de Claire Thomas « Sade, l'œil et la lettre » publié aux très convenables éditions Payot, et trouvée dans le projet de thèse de Gérard attestera qu'on a à faire ici à un « individu de mauvaise moralité ».

Une accusation, comme on le voit, étayée sur des preuves consistantes...

Deux imprévus toutefois : Joëlle et Gérard font face ensemble ; dans la région, la solidarité s'organise. Le jour du procès, un texte signé par la C.F.D.T. Communauté Urbaine de Dunkerque (lieu de travail de Gérard), la Fédération C.F.D.T. de l'enseignement privé, le Comité anti-pollution, le groupe Louis Lecoin, le journal local Querelle Revenge, le P.S.U. et le groupe Femme de la ville, protestent contre la machination policière dont Gérard et Joëlle sont l'objet et demandent la relaxe.

Les signataires insistent en particulier sur le fait que « si la loi tolère l'existence de la prostitution, elle poursuit pour proxénétisme quiconque - ami, amant ou mari - vit avec une prostituée et est présumé partager avec elle ses ressources. La loi amalgame ainsi, sous le même chef d'inculpation, le proxénète qui, de façon notoire, livre des tiers à la prostitution et vit des ressources tirées de cette exploitation, et toute personne vivant une relation privée avec une prostituée. Cet amalgame revient

à interdire toute espèce de relation personnelle, d'amitié ou d'amour, avec qui que ce soit. Nous connaissons Joëlle et savons, comme elle nous l'a répété depuis l'arrestation de Gérard, qu'elle se prostitue de son plein gré, disposant d'elle-même comme elle l'entend. Contre la malveillance générale et hypocrite à laquelle l'expose son activité, nous l'assurons de notre total soutien dans l'épreuve où elle se trouve plongée avec Gérard ».

« LE PLUS BEAU, CE SERA TA SORTIE »

Après six longs mois de préventive, s'ouvre le 23 mars 1979 le procès de Gérard défendu par Maître Jean-Jacques De Felice. En prison seuls sa mère et un ami ont pu le voir : femme, sœur, père, tous se sont vus refuser le permis de visite par Mademoiselle Janvier, juge d'instruction ; c'est à terre que sa mère a dû, un jour, ramasser l'imprimé jeté par ce magistrat. A l'audience, tous les témoins cités par la défense seront récusés par Monsieur Leblet, le président du tribunal, qui refusera même d'entendre Joëlle.

La condamnation tombe le 17 mars 1979 : un an de prison dont 6 mois avec sursis, deux ans d'interdiction de séjour dans dix départements dont sa région natale, cinq ans de privation des droits civiques et une amende de 100 000 F. lourds, à laquelle il faudra ajouter 18 724 F. réclamés à Joëlle par le fisc à titre de rappel forfaitaire d'impôts. La tenancière de la Dolce Vita, elle, ne connaîtra pas la détention, moyennant une petite caution, ce qui sera refusé à Gérard ; six mois avec sursis et 15 000 F. d'amende. « A l'audience, Mlle Brisse fait preuve de franchise. En conséquence le tribunal se montre indulgent » pourra-t-on lire dans la presse locale.

Le 13 avril 1979, Gérard quitte la maison d'arrêt de Dunkerque sans travail et sous la menace d'une contrainte par corps s'il ne réunit pas l'argent nécessaire. Joëlle est aussi rapidement au chômage : « pas de travail pour la femme de Laniez », la consigne circule bien. Nouvelle illégalité dans la procédure dont ils sont victimes : à aucun moments Gérard n'a touché l'aide aux détenus libérés (20 F. par jour, destinés sans doute à favoriser la « réinsertion ») ; un an passé, le dossier n'est toujours pas solutionné.

Après un jour de garde à vue, le procureur Wachoel l'avait prévenu : « le plus beau, ce sera à ta sortie ». Impossible pour l'un comme pour l'autre de trouver un emploi.

La campagne de calomnies continue, et les menaces et coups de fils anonymes. Au mois d'août, Gérard est chargé d'un dossier par l'usine Rhône Poulenc de Solindres dans le Gard. Peu de gens sont au courant, mais les auteurs des appels semblent bien informés : au retour : « inutile d'espérer te cacher à Rhône Poulenc, on est au courant et on veille ». Les coups de téléphone répréhensibles : le 20 octobre 79, « on te prévient, tu peux prendre ton sac, et tes petits pédés parisiens, tu ne pourras plus les voir avant longtemps ». Effectivement, il est convoqué le 24 pour la notification d'interdiction de séjour et la remise du carnet anthropométrique. Le 24 octobre, « c'est le proxo pédé ? Ton sac, on t'a dit ».

Joëlle et Gérard émigrent dans le Sud de la France; ils ne savent ni le nom ni l'adresse, ni le numéro de téléphone de la personne qui va les héberger, aucune importance, cet ami est là, sur le quai. Deux jours après, dans l'appartement alésien, le téléphone sonne, on demande Gérard Laniez, une voix horrible, anonyme l'insulte et le menace : « on sait où tu es ».

Cible privilégiée de toutes les pressions, la famille de Gérard qui s'est entièrement solidarisés avec lui et Joëlle. Il y a des jours où ses parents reçoivent dix coups de fil d'insultes. En novembre 79, nouvelle escalade de l'intimidation, un appel anonyme prévient le commissariat le plus proche une bombe a été déposée à leur domicile. Sa mère est abordée en sortant de chez elle par un automobiliste qui lui crache au visage.

ICI: HONNEUR DE LA POLICE

23 novembre 79 : un correspondant anonyme se réclamant du groupe « Honneur de la Police » menace Béatrice Vallayes, journaliste à Libération et Denis Caron, journaliste de Rouge, à la suite des articles publiés.

Le 18 mars 1980 : Joëlle, après quelques temps passé dans le Prisunic local, travaille maintenant dans la bijouterie de Monsieur Boyer, Grand Rue à Alès. Mais la



chasse continue. Gérard, toujours sans emploi, décroche le téléphone : « ici Honneur de la Police, on te fera crever à petit feu. On va s'occuper du boulot de ta femme ». Effectivement, peu de temps après à deux reprises, Mme et M. Boyer recevront des menaces, la signature, la même, « Honneur de la Police ».

Gérard écrit à la presse, alerte le Préfet du Gard et le Sous-Préfet d'Alès, fait la même démarche auprès des autorités du Nord car dans le même temps, Jean Sename, journaliste à la Voix du Nord, quotidien local, a lui aussi reçu des menaces. Il conclut dans son texte : « nous sommes au moins une dizaine de personnes à recevoir régulièrement des menaces de mort du réseau « Honneur de la Police » disait J.P. Vigier dans le numéro 185 de Sud, regrettant d'être « le seul à parler » : (...) la peur, la crainte, plus s'il le faut ou bien les interrogatoires, les inculpations, les procès, la détention, deux aspects de l'Etat qui nous gouverne avec un flou en guise de frontière. N'oublions pas que l'émission du 27 janvier 1980 de Radio Fil à Soi, au sujet de laquelle je fus entendu au commissariat d'Alès, s'était faite l'écho notamment de la conférence de presse de l'Association Henri Curriel et de J.P. Vigier à propos de la tentative d'assassinat par « Honneur de la Police ». *Je n'ai d'autre solution actuellement que de me mettre sous la protection offensive de mes amis et camarades politiques, de dénoncer cette « stratégie de la peur » dont on connaît que trop les ultimes objectifs et d'alerter la presse et l'opinion publique de la situation des miens ».*

Le 28 mars, il écrit au commissaire d'Alès, il est entendu le 3 avril et porte plainte, imité, peu après, par sa mère à Dunkerque.

A tous ceux et toutes celles que cette affaire révolte, il revient d'aider Joëlle et Gérard à en sortir :

— en dénonçant le plus largement possible la machination dont ils ont été et sont encore victimes ;
— en prenant en charge la solidarité matérielle qui seule permettra de payer les amendes ; en explorant autour de nous les possibilités de leur trouver à chacun un emploi.

Parce que nous sommes convaincus que Gérard n'est pas un proxénète mais un homme sali, persécuté pour ses opinions et ses engagements politiques contre l'ordre établi, parce que nous n'admettons pas qu'une femme, Joëlle, ne soit pas laissée maîtresse de ses actes et de son corps, soit atteinte dans sa vie personnelle, comme tant d'autres femmes prostituées en butte à une répression systématique qui épargne soigneusement les véritables profiteurs et organisateurs de la prostitution,

Comité Régional de solidarité à Joëlle et Gerard Laniez, c/o Brigitte DREYFUSS et Yann Houssin 26 rue Cité Foulc 30 000. Tel (66) 36 17 80.

Collectif de solidarité ALES c/o Nadine Plus Hameau Vermeil, Saint Christol Les Ales. Tel. (66) 52 40 07.

Solidarité Financière: envoyer les chèques à Madame LANIEZ, 9 rue Mozart - 59210 Coudekerque nous, militantes féministes, appelons celles et ceux prêt (e)s à faire quelque chose pour mettre en échec cette cabale policière à prendre contact avec nous. Branche.

Un collectif de soutien à Gérard Laniez s'est créé à Lyon. Pour tout contact : Librairie La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryphe 69007 Lyon

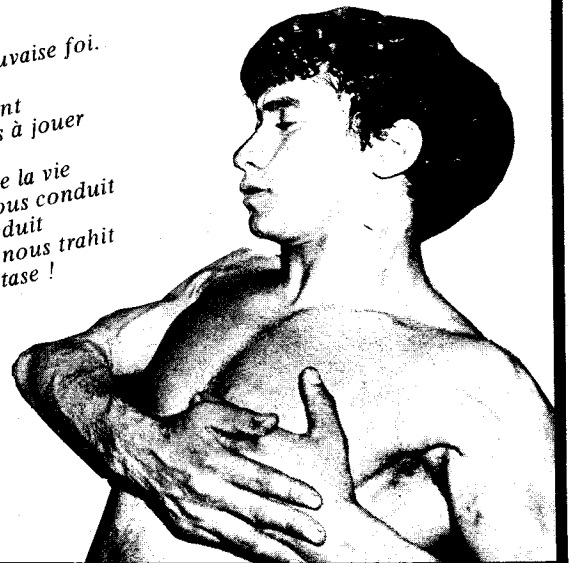
à dire que ;

...Tu me manques !
et je t'attends
avec tendresse !
Un jour, peut-être
tu ne seras plus attendue ? !
Comme l'imprévu...
Dis-moi de ne plus t'attendre
le feu sous la cendre
tu finiras par l'étouffer.
Tu me manques,
et je t'attends
avec ivresse !
Mes roses se fanent
si tu me condamnes
et que mon vague à l'âme
te fais sourire
et que ton orgueil
est pire.
Dis-moi que tu es indifférente
et que mon histoire, peu marrante,
te rende glace ? !
Dis-le en face
tu me manques
comme la brume
à l'automne,
tu me manques
et je frissonne ? !
A travers moi, tu te venges
des hommes ! ?

de ton père ! ?
Une prise de conscience
je l'espère...
ou tout simplement
par mépris
que tu as appris
à faire face
aux sentiments.
L'amour aussi
est un rapport de force
l'aimé domine
l'amant subit
un jeu enfin...
un jeu de mauvaise foi.
Tu vois
même militant
tu continues à jouer
à l'amour
à la farce de la vie
le libido nous conduit
une fois séduit
l'orgasme nous trahit
enfin l'extase !

ça nous rassure ! ?
et on recommence
la dernière semence
une lumière, une romance
parfois avec violence
c'est l'amour à la carte
il l'a bien prévu Descartes !

Akim... phallocrate endurci



L'INTERFAMILIALE DES FEMMES AU FOYER

(on a reçu)

L'autogestion s'impose en H.L.M. comme en usine, car les femmes au foyer sont en H.L.M. de reproduction ce que les hommes au travail sont en usine de production.

En conséquence, les femmes au foyer qui s'entendent entre-elles pour diminuer leur temps de travail jusqu'à ne faire que 40 heures par semaine, ni plus ni moins que les hommes en usine, méritent des encouragements de toute la gauche autogestionnaire, partis et syndicats condondu, même si les enfants ne sont plus élevés « en famille », et pourtant que le travail par poste qui s'impose aux femmes oblige les hommes à se passer de femme au foyer.

II

En H.L.M., les femmes au foyer considèrent deux réalités :

1 – leur travail consiste à prendre les enfants en charge tout le temps que l'école est fermée, soit toutes les nuits à partir de 17 ou 18 heures, plus tous les jours de repos des élèves : les mercredis, les week-ends, les vacances, et autres jours fériés ou de grève.

2 – Les hommes qui font 40 heures par semaine en usine ne peuvent en faire plus, et ne doivent surtout pas ! (libre aux femmes qui travaillent en usine de faire « double journée » sous prétexte d'être mère).

D'où, l'interfamiliale des femmes au foyer qui s'organisent en H.L.M. pour faire les 3/8, en utilisant le parc des appartements autrement que prévu, en sorte que la maison des enfants dont elles s'occupent soit d'un côté, et celle des hommes dont elles ne s'occupent pas soit de l'autre.

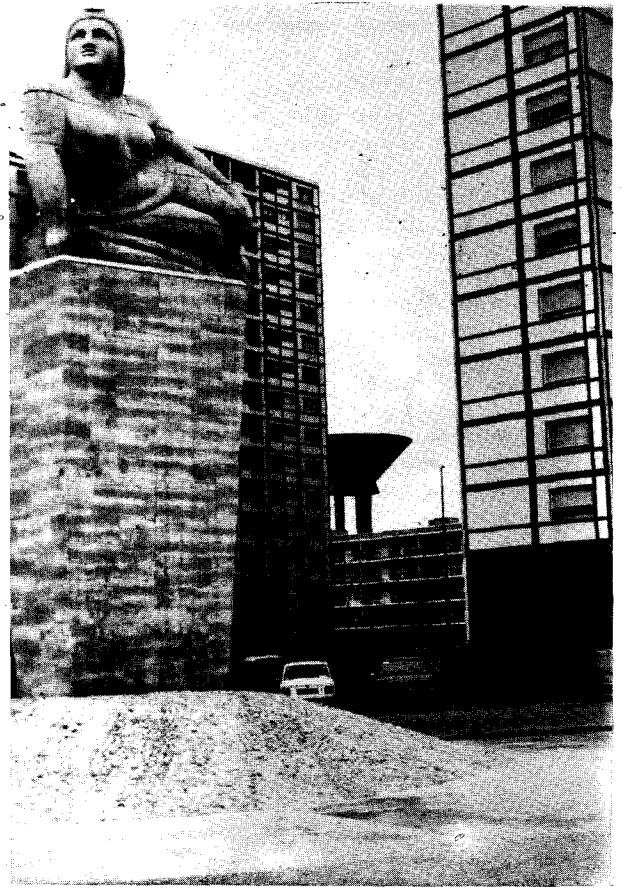
Evidemment, les hommes n'entrent pas dans la maison des enfants où les femmes travaillent. C'est interdit, comme il est interdit d'entrer à l'usine où les hommes travaillent.

III

Sitôt fini leur travail, les femmes sortent vite de l'H.L.M., comme sitôt fini le leur les hommes sortent de l'usine. C'est que l'H.L.M. est l'usine des femmes au foyer, et qu'elles n'ont pas envie d'y vivre leur temps libre, pas plus que les hommes n'auraient envie de coucher à l'usine.

Elles vont donc coucher dehors, dans quelques « piaules » du centre ville où elles n'ont que faire des voitures (d'ailleurs, pas question de se payer ce luxe avec le « salaire unique » !), heureuses d'être libres, devoir accompli : 40 heures par semaine ça suffit, vivement les 35 heures ! Dehors, elles font ce qu'elles veulent avec ce qui leur plaît, elles rencontrent des hommes libres qui aiment les femmes libres, des hommes qui ne sont plus pères et qui aiment les femmes qui ne sont plus mères, bref : elles s'amuse. Or il arrive quelquefois que l'un de ces hommes soit « leur mari », c'est-à-dire le père des enfants, car désormais les hommes de gauche en viennent à reconquérir, « leur femme », c'est-à-dire la mère des enfants, quand ils ont envie de refaire l'amour avec elle comme la première fois, c'est-à-dire bien, sinon ça ne les intéresse pas, ni lui ni elle.

A gauche, on appelle ça « la libération sexuelle », libération qui va sa bonne femme et son bonhomme de chemin, en toute conscience politique tranquille, sans problème ni drame.



IV

Quant aux pères et mères célibataires qui se plaignent de faire « double journée », il leur suffit de laisser tomber l'usine et de s'entendre avec les femmes au foyer qui chantent l'interfamiliale. Pour l'augmentation du salaire, l'union des pères et mères au foyer fera l'affaire : bientôt le smic !



L'ouverture Brésilienne sous le signe de machiavel: Fais le mal d'un seul coup et le bien peu à peu.

Le coup d'Etat de 1964 marque une rupture avec le passé historique de la classe ouvrière (plus profonde que le putsch de 1937) avec l'institution par Getulio Vargas de l'Etat Nouveau (estado novo) très proche du salazarisme portugais.

Le coup d'Etat de 1964

L'intense mobilisation ouvrière, de la classe moyenne, des soldats et des marins après les années 60 entraîna une réaction terroriste de la classe dominante brésilienne: le coup d'Etat du 31 mars 1964. Il donnait lieu à une nouvelle alliance de classe où les multi-nationales et le patronat brésilien, tant industriel qu'agricole, trouvaient dans l'armée le « ciment » nécessaire à une alliance anti-peuple. 1964 marqua également « l'heure de la vérité » pour la classe ouvrière. Celle-ci dépendait dans sa majorité du parti Travailleuse Brésilien, qui exploitait le « charisme » de l'ex président Vargas comme « père des pauvres », et la classe ouvrière était anesthésiée par la propagande du Parti Communiste du Brésil de Luis Carlos Prestes, qui se présentait comme « l'avant-garde » sans avoir d'arrière-garde. Le coup d'Etat militaire vit la fin d'une politique « populiste » fondée sur des concessions illusoires du peuple et réelles de la classe dominante. Pratiquement les militaires brésiliens prirent le pouvoir « par téléphone », sans aucune réaction. Certains leaders partirent en exil, mais la classe ouvrière d'un pays ne peut partir. En réalité, la mobilisation ouvrière dans les villes et celle des paysans non propriétaires dans les campagnes provoqua la réaction putschiste des militaires, comme façon de maintenir l'« ordre » contre le danger « communiste », encore que le président déposé João Goulart fût un latifondiste et ses assesseurs, dans leur grande majorité, issus de la bourgeoisie.



1964 fut le début d'un nouveau cycle politique: l'Etat d'« Assurance Nationale », le régime des arrestations arbitraires, la révocation sommaire des fonctionnaires, des chercheurs et des professeurs d'université, sur simples dénonciations. Le régime policier s'implantait. La grève

fut interdite, les syndicats ouvriers subirent l'intervention de l'Etat qui, par le biais de comités de contrôleurs, appliquait une politique patronale dans les milieux ouvriers. La propagande officielle exploitera beaucoup le miracle brésilien fondé sur la super exploitation du travail, le blocage des salaires. La classe moyenne appuya au début le coup d'Etat avec les marches ayant pour thèmes la famille, dieu et la liberté et perdit justement sa liberté. La vie publique disparu, le seul élément actif était la répression; cependant, des secteurs de la classe moyenne qui militaient dans les partis politiques du socialisme autoritaire, le mouvement de masse des étudiants d'université manifestant massivement contre l'ordre nouveau allaient chercher dans le terrorisme une forme de résistance à la dictature. Cela entraîna la fusion des organes répressifs des trois armes (Marine, Infanterie et Air) dont les membres étaient entraînés par la CIA pour contrer les mouvements armés. La grande majorité du peuple demeura éloignée de ces mouvements armés qui dirigeaient leurs actions sur les banques, les enlèvements d'ambassadeurs étrangers (USA, RFA et Japon). Tout cela intensifia la répression contre les organisations de masse, et isola les membres des mouvements armés qui furent frappés par le pouvoir de l'Etat.

L'exploitation et la misère, contreparties du miracle brésilien

C'est durant cette période que la propagande officielle utilise la notion de « Brésil grande puissance », de « miracle brésilien », qui correspond à la pénétration du capitalisme dans les zones de l'économie de subsistance du milieu rural du Nord-Est brésilien, transformant les anciens paysans en journaliers, en libres vendeurs de leur force de travail, transportés en camions dangereux (et souvent la mort accompagnait le travailleur rural en allant ou en revenant de la plantation). Le travailleur des villes perdit le droit à la stabilité de l'emploi, condition imposée par les multi-nationales à l'Etat pour investir au Brésil. Le pays devint le « paradis des multi-nationales » où une main-d'œuvre sans le minimum de ses droits était entièrement à la merci du capital. L'Etat utilisait sa force de répression pour garantir de plus grands bénéfices aux patrons et empêcher la mobilisation des travailleurs. Les syndicats contrôlés par l'Etat, les partis politiques dans l'illégalité, la répression contre le mouvement étudiant, tout cela coïncidait avec l'image du « miracle économique » du pays, où les travailleurs, les seuls créateurs ne gagnaient rien. Salaires bas, augmentation de la mortalité infantile due à la sous-alimentation, accidents de travail plus nombreux, dus à la fatigue dans la production, voilà ce qu'était le « Brésil grande puissance » pour les ouvriers. Ainsi, L'Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques organe officiel, donnait les informations suivantes sur la situation brésilienne en 1976, à la fin déjà du « miracle économique »: Habitations sans équipements sanitaires sur 21 800 000 maisons brésiliennes 6 300 000 n'ont pas de sanitaires ni de fosses rudimentaires; 2 300 000 n'ont pas de fosses septiques; 5 800 000 n'ont pas de tout-à-l'égout; plus de 57% des habitations sont dépourvues de tout équipement sanitaire, même élémentaire. Au Nord-Est, 61,2% sont dans la même situation.

Habitations sans réfrigérateurs et télévisions. Sur 21 800 000 maisons, 12 500 000 (57,3%) n'ont pas de réfrigérateurs et 11 600 000 (53,2%) de télévisions.

Un des éléments fondamentaux de la politique économique et militaire, fut la baisse des salaires réels, qui entre 1965 et 1967 subirent une perte de 25%, alors que le taux de croissance entre 1966 et 1967 de la production réelle atteignait 5,1% et 4,8%. La baisse des salaires ne toucha pas de la même manière tous les travailleurs, mais plus particulièrement les ouvriers les moins qualifiés. La réduction du salaire minimum réel et la limitation des réajustement des salaires firent descendre en termes réels les salaires au niveau les plus bas. A cela s'ajouta la suppression de la stabilité de l'emploi à partir de 1967 ce qui réduisit les frais de la classe patronale avec le départ des travailleurs, et permit d'augmenter le « turn over » (rotation) des salariés sans qualification professionnelle, en baissant les salaires jusqu'au salaire minimum. L'introduction du libéralisme économique sur le marché du travail - où le plus lésé est le travailleur - se fit au détriment du libéralisme politique remplacé par l'autoritarisme dictatorial.

Entre 1960 et 1970 la concentration des revenus augmenta extraordinairement. 50% de la population qui vit à la campagne est en dehors de l'économie de marché; les masses urbaines ouvrières ont vu baisser leur participation dans le revenu total à cause des blocages des salaires; cependant, le revenu par tête dans les classes moyennes et les classes élevées a augmenté. En même temps, l'Etat a patronné la formation de grands groupes bancaires et financiers, qui par le système des livrets d'épargne, des dépôts dans les entreprises industrielles de ressources provenant de la contribution ouvrière relevée mensuellement sur les feuilles de paie, sont devenus des instruments obligatoires pour accélérer le taux d'accumulation.

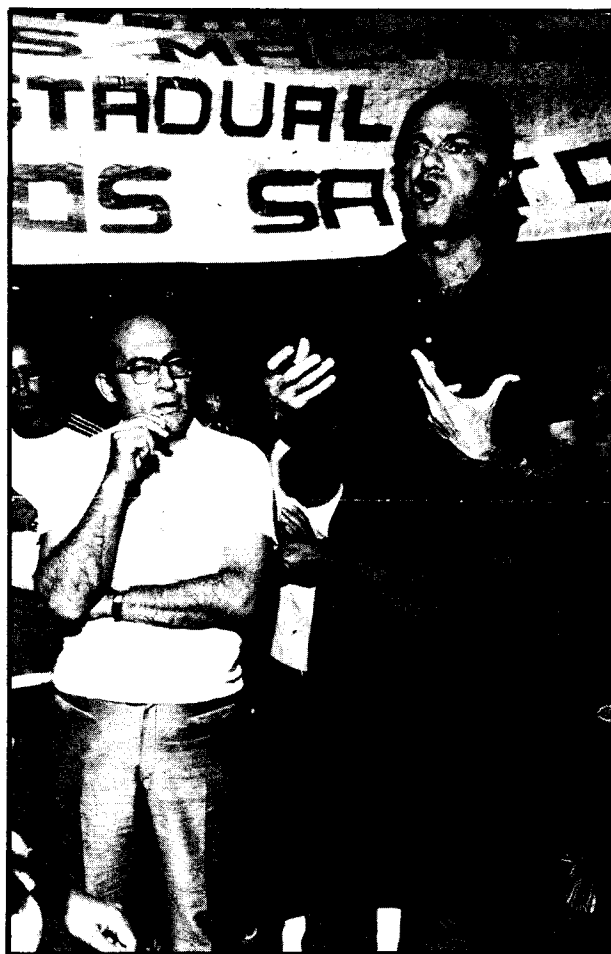
La fin de la guerre du Vietnam, le protectionnisme douanier pratiqué par les USA et les pays du marché commun ont porté préjudice à l'exportation. D'un autre côté, la sous-consommation du marché intérieur, rendait difficile une réorientation de l'économie. Ces goulots d'étranglement signalent la fin du miracle économique et l'arrivée de « l'heure de la vérité ».

Les raisons de l'ouverture politique.

L'« ouverture politique » comme un élément de contrôle des tensions sociales, est une réponse du pouvoir aux pressions de la classe ouvrière pour obtenir des salaires plus élevés, et à celles de larges secteurs de la classe moyenne - professeurs, fonctionnaires - et des multinationales elles-mêmes, soucieuses de créer, avec cette « ouverture », des mécanismes de contrôle plus subtils de la main d'œuvre.

La pression sociale était telle que, durant les 200 premiers jours du gouvernement du général Figueiredo, il y eut 212 grèves et en 1979 près de 2 300 000 ouvriers participèrent à des mouvements de grève. Si on remonte à mai 78, au début du cycle des grèves, on a 3 000 000 de personnes concernées. En même temps, la lutte pour l'autonomie et la liberté syndicales vis à vis de l'Etat augmenta, tout comme les mouvements contre la cherté de la vie, les crèches et les droits de la femme ouvrière. En particulier, une « opposition syndicale » se forma parmi les métallurgistes de Sao Paulo qui cherchent à organiser la classe ouvrière dans des commissions d'entreprises, en l'éloignant des directions des syndicats officiels, dirigés par des bureaucrates ex-ouvriers, qui reproduisent l'Etat et la classe patronale dans le syndicat des travailleurs.

Le mouvement étudiant universitaire s'étant réorganisé - réapparition de l'UNE (Union Nationale des Etudiants)



a agi comme élément de soutien dans de nombreuses luttes revendicatives et d'action de la classe ouvrière.

Le syndicat se développe dans l'agriculture et des mouvements revendicatifs de paysans sans terre, naissent.

L'église catholique a eu une influence dans les campagnes et les villes, dans les « communautés de base », les mouvements d'alphabétisation populaire et en défendant les paysans non propriétaires contre l'exploitation « médiévale » qu'ils subissent. Elle a également assumé de nombreuses revendications ouvrières, en stimulant la création d'associations de quartier, centres d'amis de quartier, en unissant les habitants des banlieues au centre où se trouvent la majorité des personnes venues des campagnes, notamment du Nord-Est (qui équivaut au sud de l'Italie). Elle s'est formée en organisation de base et en force de pression sociale par rapport au régime militaire. L'ouverture implique aussi la proposition de former de nouveaux partis politiques. Nous voyons resurgir le passé dans le présent. Le retour de Brizola marquait la réorganisation du parti travailliste brésilien. Brizola est un leader charismatique régional (son influence la plus forte est à l'Est, dans le Rio Grande Do Sul et à Rio de Janeiro). Le parti travailliste Brésilien, avant 64, vivait de l'image de Vargas le « père des pauvres »; il était dirigé par des bureaucrates, ex-ouvriers devenus *bureaucrates syndicaux*; ils regroupaient les travailleurs au niveau des revendications économiques. Au plan politique, il suggérait l'adoption d'un capitalisme contrôlé avec beaucoup de démagogie, de style Bonapartiste; comment organiser les pauvres pour qu'ils aident les riches.

A son tour, le retour de Miguel de Miguel Arraes, autre leader régional (Pernambuco) signifia la reprise d'un vocabulaire réformiste, en mettant l'accent sur des mesures de haut en bas, de l'Etat au peuple, comme solution aux problèmes sociaux. Le retour de Luis Carlos Prestes,

le secrétaire général du PC Brésilien, qui suit l'orientation soviétique, représenta la demande de convocation d'une assemblée constituante avec le général Figueiredo. Au moment où nous écrivons le secteur métallurgique de Sao Paulo est en grève, à la suite de la mort d'un ouvrier tué par la police. Et nous constatons un accord du PCB avec les patrons, en la personne de Joaquim Santos Andrade, président du syndicat des ouvriers métallurgistes de Sao Paulo, et bureaucrate syndical. Il s'efforce d'être face à la classe ouvrière un nouveau leader convenable pour rivaliser avec Lula (du syndicat des métallurgistes du CABC). Le PCB est intéressé par le renforcement de l'image de marque du bureaucrate Santos Andrade, comme leader ouvrier - bien qu'il ait été contrôleur d'entreprise avec les militaires dans le syndicat en 64 - afin d'« écarter » Lula, qui cherche à fonder le PT (Parti des Travailleurs), dont l'objectif est le socialisme par des mécanismes d'autogestion économique,

politique et sociale. Il y a donc une rivalité avec le PCB pour la quête du soutien des travailleurs.

Les limites et le sens de l'« ouverture ».

Après 15 ans de dictature, encore en place malgré le vernis démocratique, de nouveaux leaders ouvriers sont apparus qui ne font plus crédit aux leaders et aux sauveurs politiques, à la force magique des partis politiques traditionnels. Nouveaux leaders qui font plus confiance à l'auto-organisation de la main d'œuvre. C'est la raison pour laquelle les leaders traditionnels (Arraes, Brizola, Prestes) furent accueillis par peu de gens à leur retour. Cependant l'ouverture politique du régime est lente. Aucun appareil de répression n'a été démantelé. Les organes répressifs des trois armes sont intacts. La mort d'un ouvrier pendant la grève des métallurgistes à Sao Paulo montre les limites de l'« ouverture ». La violence

COURRIER DE SAN JOSE

Le jeudi 19 juin 1980, correspondance de Joël

Salut J.R.L. ! Salut Mimmo, Gemma, Daniel, Alain... Pierre, Christophe,... comme promis, je vais faire un petit topo sur la situation en Amérique Centrale, vu que maintenant je suis, on ne peut guère plus, dans le bain. Voilà, et portez vous bien.

Parlons tout d'abord du Salvador ; il y a quelques jours, la tension a sérieusement monté, et ce pour diverses raisons ; notons en passant que la semaine dernière, rien que pour la semaine, étaient officiellement enregistrés quelques 208 assassinats pour raisons politiques et que l'on ne compte pas moins de 2.500 morts depuis le premier janvier. Il y a quelques jours donc, un poste militaire fut mitraillé depuis le haut d'une colline située sur le campus universitaire, ce qui provoqua pas mal de coups de feu de part et d'autre à cet endroit... L'astuce, c'est qu'au même moment, de l'autre côté de la ville, une banque était prise d'assaut. Mis à part les amphigames qui servent de salle de réunion, ateliers de répartition et fabrication de bombes, d'armes et munitions, de refuge aussi, les réunions se font à la sauvette dans la rue ou dans des greniers. Un des quartiers de la L.P.28 se trouve aussi dans un amphigame, porte rouge et noire avec le nom de l'orga dessus ; pour des raisons évidentes de sécurité, il est interdit de fumer à l'intérieur... Je parlais du braquage, tout de suite, il faut préciser que la ressource principale de financement des organisations, ce sont les cassages de banques et les rançonnages (séquestrations), une forme connue de récupération des deniers du peuple. Si l'on parle en Europe des L.P.28, et du B.P.R., il faut quand même voir la situation globale : d'un côté une junte de gouvernement soutenue par la Démocratie Chrétienne, et dont l'armée constitutionnelle tient les rênes de tous les pouvoirs. Cette force armée compte entre

15 et 20.000 hommes pour un pays de cinq millions d'habitants. L'extrême droite, exclusivement cantonnée dans la capitale San Salvador, file des coups de main à l'armée, ou exécute sommairement, en prenant comme lieu de prédilection le campus universitaire. Pour sa part, l'opposition salvadorienne vient de faire un grand bond en avant, avec la récente formation de cette coalition, décidant du coup, de déclarer la guerre civile ouverte. La gauche se regroupe en un Front Démocratique Révolutionnaire, très ample, que nous devons comprendre en deux types d'actions, politiques et militaires. En premier : le M.N.R. (Mouvement National Révolutionnaire ≡ Parti Social Démocrate), deuxièmement, ce qui est connu en France : la Coordination Révolutionnaire de Masse (C.R.M.) qui comprend :

- a) L.P.28 (Ligue Populaire du 28 février)
- b) M.L.P. (Mouvement pour la Libération Populaire)
- c) Le Front d'Action Populaire Unifié (F.A.P.U.)
- d) Le Bloc Populaire Révolutionnaire (B.P.R.).

La troisième partie de ce front démocratique révolutionnaire, c'est le parti communiste appelé Union Démocratique Nationaliste (U.D.N.). Pour ce qui est de la branche militaire, il y a l'Ejército Revolucionario del Pueblo (E.R.P.), qui correspond aux L.P.28, deuxièmement, le Parti Révolutionnaire des travailleurs de Centre Amérique (P.R.P.C.), qui correspond au M.L.P. (politique), et viennent enfin ceux qui se sont groupés en Coordination Révolutionnaire Nationale.

- 1) Resistencia Nacional (R.N.) correspond au F.A.P.U.
- 2) Las Fuerzas Populares de Liberación correspond au B.P.R.
- 3) Brigadas Partido Comunista (P.C.) qui correspondent bien sûr à l'U.D.N. (P.C.).

étatique opère différemment selon les classes: Lorsque des secteurs de la classe moyenne lance la grève, l'Etat « observe » grâce à ses organes de répression le mouvement; lorsque les ouvriers sont en grève, il tue. Toute la sphère bureaucratique-étatique que le régime entretient depuis 64, est intacte. On pourrait dire que l'ouverture au Brésil se fait selon Machiavel: faire le mal d'un seul coup (par des mesures institutionnelles) et le bien peu à peu (amnistie limitée, liberté relative). Le futur de la soi-disant ouverture dépend beaucoup de l'auto-organisation de la main d'œuvre, des salariés des classes moyennes, qui ainsi peuvent ouvrir plus d'espace pour leur emprise sociale. Car si le peuple recule, c'est la bureaucratie qui prend la place. ■

Mauricio Tragtenberg
Professeur de l'université de Campinas UNICAMP

R A P P E L

La prochaine Assemblée Générale Annuelle d'I.R.L. aura lieu les 13 et 14 septembre à 10 heures du matin (soyez à l'heure) dans le local d'I.R.L. 13, rue Pierre Blanc 69001 Lyon (thèmes : avenir du journal et investissements). Pour tous renseignements, écrire au journal.

En faisant un crobard, un schéma, c'est simple à comprendre. Voilà la carte politique de la situation. Mis à part la haine farouche des gauchistes contre l'impérialisme Nord-Américain (Thème des plus classiques en Amérique Centrale) les principaux arguments sont assez clairs : « deux ennemis : l'oligarchie traditionnelle dont le bras armé, l'armée constitutionnelle, commande la junte du gouvernement et l'autre ennemi : la démocratie chrétienne, ramassés des secteurs petits-bourgeois, qui est prête à collaborer avec la formule de changement qui tente de s'appliquer pour qu'en échange, ces petits bourgeois conservent leurs privilèges antérieurs.

Ceci étant dit clairement, je pense que l'on ne peut plus confondre la situation et les buts du mouvement salvadorien avec la Libération Nationale du Nicaragua par le F.S.L.N.. Majoritairement, la gauche nie vouloir participer au gouvernement depuis le coup d'Etat d'octobre 79, mis à part l'U.D.N. (P.C. n.d.c.) et la gauche fait sur le terrain politique, tout pour renforcer cette coordination de masse, de toutes les oppositions, même si, en terrain militaire, les groupes de guérillas agissent séparément. Si la C.R.N. existe depuis janvier, le M.N.R., parti social démocrate qui a participé, à l'origine, à la junte de gouvernement, ne s'est rallié à la C.N.R. il n'y a que quelques semaines, pour former avec l'U.D.R. ce fameux Front Démocratique Révolutionnaire. C'est essentiellement une manœuvre d'amplification, visant à obtenir une portée et un soutien international. Rappelons que seul, le P.C. existe depuis 1930 ; toutes les autres organisations ce sont structurées en 1970, soit après 1968 lors de la guerre contre le Honduras.

Vous avez certainement dû l'apprendre, un avion de l'Armée Panaméenne s'est écrasé à 140 kilomètres au



Sud de la capitale du Salvador, avec comme chargement, outre des réserves de gasoline, 22.000 balles de 7/65 et autres bricoles ; c'était un avion clandestin ; d'une armée pas clandestine, mais pour une armée clandestine. A noter aussi le matériel de fabrication vénézuélienne. L'ambassadeur du Salvador accuse aussi le Costa Rica ; en effet, l'avion, d'après lui se serait posé à l'aéroport de Juan Santamanilla (aéroport de San José) pour prendre un chargement de 84 obus de 75, qui n'ont été déclarés volés à l'arsenal qu'après la découverte du trafic, du Guatemala au Venezuela en passant par Panama, Costa Rica, Honduras et Salvador ; seul le Nicaragua semble tranquille.

Hier la Coordination Révolutionnaire de Masse (Salvador) a déclaré la grève générale 48 heures par semaine, pour protester contre l'état de siège. D'autres sont encore plus radicaux, et emploient tous les moyens pour virer la junte, deux colonels et trois civils soutenus par la démocratie chrétienne. Les autorités répliquent que si la grève générale atteint les services publics, ceux-ci seront militarisés (n.d.c. ?). Hier aussi, au Nord du Salvador, 25 guérilleros ont attaqué un convoi militaire ; 6 morts et débordages chez les trouffions.

Hier encore les flics du Salvador ont capturé un guérillero de 18 ans, José Antonio Morales, de la F.P.L. qui tient la particularité d'être le fils de son père Antonio Morales Erlich, membre de la junte de gouvernement ; son fils avait annoncé son incorporation à la guérilla dans une lettre ouverte...

Brejev est aussi invité comme Castro, Carter et Arafat, à participer au premier anniversaire de la révolution du Nicaragua, le 19 juillet, où je pense me rendre également. (suite page 30)

UNE AMBIGUÏTE RADICALE

« Le parti n'est qu'un instrument nécessaire comme l'est le chas à une aiguille, un des multiples instruments utiles à un individu qui veut construire la société pour se réaliser d'une manière socialiste et libertaire. Si le parti dépasse le chas d'une aiguille, nous ne sommes plus des proudhonniens, mais des léninistes et des catholiques qui vivons dans une société fermée pour en construire une autre, mais toujours aussi fermée ». C'est ce qu'à dit Marco Pannella, le leader charismatique du parti radical.

Un parti nouveau, différent... alternatif, un parti socialiste, laïque, libertaire, fédéraliste. Voilà de quelle manière se définit lui-même le parti radical. Il y a de quoi être effrayé ! Dans l'Italie du compromis-coalition entre la Démocratie-Chrétienne et le Parti Communiste, le Parti Radical a troublé les schémas !

Constitutionnellement parlementaire, mais adoptant une manière de faire politique de type mouvementiste, le parti radical est le résultat d'une énorme contradiction et d'une énorme ambiguïté. D'ailleurs c'est sur la contradiction que s'appuie son équilibre et son développement. C'est un parti mais il agit comme un mouvement extra-parlementaire. Il est fédéraliste mais il reconnaît une hiérarchie de fonction au centre ; il se proclame anti-bureaucratique mais il voit naître en son sein une nouvelle mini-bureaucratie ; il est anti-clérical mais il organise des campagnes contre la faim sur la place Saint-Pierre (siège du Vatican) ; il est antimilitariste mais se préoccupe des officiers démocratiques etc.

L'élément qui caractérise ce parti est le charisme centré entièrement autour de la figure-symbole de Marco Pannella, l'auteur des succès du parti. C'est lui qui, dans la seconde moitié des années soixante refonde le parti par son action, en lui donnant une connotation et une nouvelle physionomie par rapport au parti radical du tout début qui était né en 1956 d'une scission des courants de la gauche du parti libéral.

La nouvelle mise en route des radicaux se caractérise en 1965 par la bataille en faveur du divorce, une institution que la culture catholique, alors prédominante, considérait comme catastrophique, comme un véritable désastre national. De l'introduction du divorce dans la législation, au référendum pour son abrogation promu par la Démocratie Chrétienne (gagné par les forces favorables au divorce) jusqu'aux élections du 20/6/76 (avec l'élection de quatre députés radicaux), l'action du parti radical s'étend à toute une série de luttes en faveur des droits civils qui est une caractéristique de leur stratégie politique. Celle-ci réside en une compréhension subtile des thèmes socio-politiques qui émergent des vastes couches sociales sorties déçues des luttes de 68. De plus, cette stratégie réside en même temps dans l'opposition à la dynamique sociale que la rencontre entre culture catholique et culture communiste tend à accentuer : l'oppression étatique et la dégradation des libertés individuelles.

Cette stratégie politique a pu être réalisée par le P.R. soit en constituant, soit en attirant dans son orbite, les différentes organisations liées à des thèmes bien spécifiques tels que le M.L.D. (mouvement de libération de la femme) le C.I.S.A. (centre italien de stérilisation et de l'avortement) la L.O.C. (ligue des objecteurs de conscien-

ce), le F.U.O.R.I. (front unitaire des homosexuels révolutionnaires italiens), le F.R.I. (front radical des invalides), le M.D.L. (mouvement libéral démocratique), le L.I.A.C. (ligue italienne pour l'abolition du concordat) etc.

Ce qui pourtant a caractérisé de façon majeure l'action politique du parti radical ces dernières années, est l'emploi du référendum. Le référendum dans la législation italienne est un instrument soi-disant d'initiative populaire. Cela permet qu'au cas où 500.000 citoyens réclament l'abrogation d'une loi, l'on doive convoquer une consultation générale (référendum) jusqu'à ce que les électeurs expriment leurs opinions à travers un oui ou un non. Le résultat de la consultation oblige le gouvernement et le parlement à se soumettre. Aussi à travers cet instrument, les radicaux ont mené des campagnes pour abolir les lois les plus anachroniques (le Concordat entre l'Eglise et l'Etat, le code pénal qui émane de la période fasciste et qui, encore aujourd'hui est en vigueur, l'abolition des asiles psychiatriques, la révision des tribunaux militaires etc.). De toutes ces initiatives, deux seulement ont abouti à la consultation générale : l'abrogation de la loi sur le financement public des partis et « la Loi Reale » (ainsi dénommée par le nom du parlementaire Oronzo Reale qui l'avait proposée et qui prévoyait une aggravation des mesures répressives, une sorte d'immunité pour les policiers qui tirent et tuent).

Le résultat des référendums a été négatif pour les radicaux, surtout en ce qui concerne la « Loi Reale » alors que pour le financement des partis, le nombre des électeurs qui votèrent pour son abrogation se révéla plus important. Cette défaite s'est vue transformée par les radicaux en une victoire morale par les radicaux (parce que malgré l'attaque concentrique de tous les partis et des syndicats qui n'ont pas hésité à utiliser tous les moyens pour déformer le sens et la portée du référendum), un grand nombre d'électeurs a fait sienne la thématique radicale au-delà de l'appartenance à un parti.

Cette victoire morale s'est concrétisée en une victoire réelle pendant les élections de 1979 qui ont vu les parlementaires radicaux augmenter de 4 à 18 avec un essort qui n'a pas de précédent dans l'histoire politique de l'après-guerre.

Ces jours-ci, les radicaux ont relancé une campagne pour promouvoir dix autres référendums (abolition de la prison à vie, démilitarisation de la « guardia di finanza », abolition de la chasse, modification des tribunaux militaires, contrôle sur les centrales nucléaires, abolition du permis du port d'armes, modification de la « Loi Reale » etc.) qui sont présentés comme une grande campagne contre le régime. Mais le rassemblement des signatures nécessaires pour exiger les référendums marque le pas et déjà les dirigeants radicaux laissent comprendre par leurs déclarations un découragement notable, lorsqu'ils dénoncent le boycottage entrepris par les journaux, par la radio et la télévision. L'arme contre le régime est-elle en train de s'émausser ? Il semblerait que oui même s'il est bon de préciser immédiatement que la prétendue fonction anti-constitutionnelle des référendums n'est qu'une énorme mystification de la part des radicaux.

Si d'un point de vue anarchiste, nous voulons analyser les référendums, nous devons nous référer à une conception méthodologique, c'est-à-dire au rapport qu'il existe entre les moyens et les fins. Si, en tant qu'anarchistes, nous croyons que notre action est de faire mûrir la lutte des classes, celle des exploités à travers une conscience libertaire et égalitaire et à travers une volonté révolutionnaire, il est évident que les moyens utilisés doivent être organiquement reliés aux fins. Ainsi, entre moyens et fins, en résulte-t-il des rapports de cause à effet et le choix des fins conditionne nécessairement celui des moyens, de même que l'emploi de moyens déterminés entraîne nécessairement des résultats déterminés, quelle que soit la volonté de celui qui emploie le moyen. Or, le moyen « référendum » s'inscrit déjà entièrement dans la logique d'un pouvoir étatique qui recherche la participation des exploités à la vie de ses institutions.

Dans ce contexte l'importance politique croissante du référendum correspond à la défaillance de la connotation bourgeoise libérale de l'instrument parlementaire et de l'évolution technico-bureaucratique du système d'Etat. C'est pourquoi le référendum au-delà de ses implications immédiates développe un rôle qui tend à recharger de tensions politiques les sujets exclus en tant que tels de toute décision. Par ce biais la classe politique dans sa complexité obtient une implication et une approbation active parce qu'en augmentant demesurement l'importance de l'argument, soumis lui-même à une consultation, cela canalise la volonté de lutte à travers des formes d'expression déjà prédéterminées et codifiées par la classe politique elle-même. Cela revient à dire, qu'à travers le référendum l'on cherche à prévenir l'explosion des luttes incontrôlées pour les reconduire à l'intérieur de la compatibilité du système comme variable prévisible. Cela signifie entre autre que la politique du référendum des radicaux n'est en rien anti-régime mais que celle-ci en utilisant « les moyens du régime » codifiés par ce même pouvoir, accroît la confiance et le consentement des individus vis-à-vis de l'Etat en créant l'image illusoire d'un pouvoir qui change et dépérit au moment même où il est activé et soutenu par ses sujets.

Dans cette optique, le Parti Radical devient une composante « nécessaire » à la structure du pouvoir.

Son action dès lors qu'elle met en discussion les aspects les plus anachroniques, se révèle comme un élément de développement et de perfectionnement de la structure du système. En effet le Parti Radical en acceptant les règles du régime (structures politiques, jeu parlementaire, adhésion à la Carte Constitutionnelle, etc.) ou mieux encore en utilisant les moyens du système, participe activement à la réalisation des fins du système : la perpétuation de la domination.

Comment expliquer alors de la part de tant de militants de la nouvelle gauche italienne, leur adhésion à ce parti ? Essayons d'esquisser une explication même si elle est schématique.

Le contexte social de ces dernières années est marqué par une grave crise politique. Crise de contenus qui s'accroît dans le secteur de la gauche révolutionnaire. Après la désagrégation complète de l'utopie soixant-huitarde avec sa charge innovatrice transfigurant la réalité et après l'épuisement de la tension collective qui prévoyait aussi bien une imminente que improbable révolution, on assiste au repliement sur elles-mêmes des organisations révolutionnaires incapables de sortir de leur schématisme rigide.

Dans cette situation le P.R. s'offre comme force pragmatique qui sait renoncer à l'utopie pour améliorer l'existence « ici et tout de suite ».

Les succès de radicaux prospèrent justement sur « la crise de la révolution », dans la recherche de la « trans-

formation possible » à l'intérieur des institutions. Et c'est évidemment sur ces objectifs possibles que l'on peut atteindre pas trop difficilement mais présentés comme de victoires destabilisantes pour le système, que le parti radical accroît une notable approbation autour de sa stratégie. Une stratégie entièrement et clairement réformiste, mais présentée avec humour, conduite de manière désacralisée et irrévérencieuse et donc capable de satisfaire, au moins dans la forme, les nostalgiques velléités soixanthuitardes. Ainsi, la forme et l'aspect extérieur de la revendication assument cette dimension de valeur. De plus, la saveur libertaire de certaines revendications faites ces dernières années ont apporté une sorte de sauf-conduit aux opérations très criticables de ces derniers mois parmi les quelles il vaille la peine de rappeler les négociations avec la Démocratie Chrétienne pour une éventuelle abstention radicale (et non pas opposition) contre le nouveau gouvernement D.C. - P.S.I. - P.R.I.

L'adhésion de radicaux à ce régime est d'ailleurs clairement explicitée par Adelaide Aglietta (alors secrétaire du parti) lorsqu'elle décide de participer au procès contre les Brigades Rouges à Turin en 1978, en tant que juge populaire. A cette occasion Adelaide Aglietta déclara : « Je demande aux jurés de s'unir avec sérénité pour affronter leur devoir en surmontant la peur avec laquelle on veut les dégrader. Je le dis au nom de la non-violence, au nom d'une véritable justice. Quant à « véritable justice », on entend par là celle des Tribunaux et celle de l'Etat.

Dans un pays où imposer la loi des partis et du sous-gouvernement est une norme dominante, celui qui demande le respect de la Constitution et des lois de l'Etat peut sembler un opposant, même un révolutionnaire, pourtant la Révolution, il semble que beaucoup l'ont oublié, c'est autre chose.

Luciano Lanza



INTERVIEW DE JOSE LUIS GARCIA RUA SECRETARE REGIONAL DE LA C.N.T. D'ANDALOUSIE PROFESSEUR DE PHILOSOPHIE A L'UNIVERSITE DE GRENADE

EN GUISE D'INTRODUCTION

Le 28 février les andalous votaient pour ou contre l'attribution immédiate du statut d'autonomie à l'Andalousie. La victoire du « oui » fut écrasante... et le statut refusé à la suite d'un traficotage incroyable du gouvernement. L'Andalousie aurait donc pu être la troisième province espagnole à disposer après la Catalogne et le Pays Basque, d'un parlement régional (Oh joie !) elle serait cependant restée encore longtemps la province la plus pauvre d'Espagne.

De Casas Viejas à la chute de Jaen, l'Andalousie possède une histoire prestigieuse au sein du mouvement anarchiste espagnol. Garcia Rua, d'une manière sans doute pas irréprochable, parle du développement de la C.N.T. dans cette région spécifiquement agricole et de la perception à la base, au niveau des syndicats, des résultats du congrès de décembre 1979.

Grenade, février 80

1 / LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE EN ANDALOUSIE

G.R. — La situation économique est très précaire. Parce que la crise conjoncturelle qui sévit au niveau international, et particulièrement en Espagne pour des raisons connues de tous, est encore aggravée ici en Andalousie pour des raisons socio-politiques particulières.

LE LATIFUNDISME

La raison fondamentale est le latifundisme hérité de la reconquête (1). Les terres étaient réparties en fonction du nombre de mercenaires et de soldats fournis par les seigneurs aux armées catholiques. D'autre part, le régime de mainmorte dans les propriétés de l'église fut étendu. Et les lois « d'expropriation compensée » du siècle dernier, les lois de Mendoza et compagnie, n'ont pas réussi à atteindre le but que (peut-être !) elles poursuivaient, à savoir la création d'une place de petits et moyens propriétaires. Elles ont au contraire renforcé le latifundisme en permettant à une partie de la bourgeoisie d'accéder au rang de propriétaire sans pour autant posséder une vision politique différente de celle des aristocrates, au point même que certains aspirèrent à des possessions de titres de noblesse... C'est ainsi qu'il n'y eut ici aucune concrétisation de la révolution bourgeoise ; tout du moins sous la forme européenne de répartition des terres et de création d'une classe de petits et moyens propriétaires.

D'autre part l'agriculture repose d'une manière générale sur la monoculture (olives, céréales) ; l'organisation du travail dépend donc des campagnes de ramassage. L'intérêt des grands propriétaires est donc de disposer d'un chômage endémique, ce qui permet au moment de la campagne, en vertu de la loi de l'offre et de la demande, d'utiliser une main-d'œuvre à bon marché.

L'ABSENCE D'INDUSTRIE

Cet état de fait possède un effet secondaire ; c'est que les grands propriétaires s'opposent à toute industrialisation. Parce que cela signifierait une concurrence de salaire ; l'industrie en générale paye mieux et offre un travail plus stable... C'est ainsi qu'une région objectivement riche, de part son agriculture et ses potentialités industrielles, est en fait étouffée. Ses ressources minières sont sous-exploitées, mises au service de sociétés étrangères (les mines de Rio Tinto aux Anglais, celle de Linares

aux Français...) qui conçoivent l'exploitation en termes coloniaux, c'est-à-dire qui pressent le citron jusqu'à la dernière goutte puis ferment les mines.

De plus toutes les voies de communications, notamment ferroviaires, ont été adaptées à ce régime d'exploitation. C'est ainsi, par exemple, que pour aller de Grenade à Cordoue, soit environ 200 Km, il faut 6 heures de train.

CHOMAGE ET EMIGRATION

La conséquence de tout ceci en termes historiques et généraux, c'est un peuple maltraité économiquement, un peuple misérable pour ce qui est de ses conditions de survie, un peuple constamment sur le chemin de l'émigration, atteint parfois par « la maladie du clocher » (en français dans le texte !), un peuple enfin aux possibilités de développement économique réduites. Le nombre de chômeurs en Andalousie est incomparablement plus élevé que dans les autres provinces espagnoles « plus de 300 milles) et la courbe est sans cesse croissante.

A PROPOS DE L'AUTONOMIE

Je me mets facilement en colère lorsque j'entends les andaloucistes dire que l'Andalousie est exploitée par l'Espagne. L'Andalousie est exploitée par les andalous, par les Domecqs (grands propriétaires terriens du sud de l'Andalousie ; fabricants de cognac) et par les « señoritos » andalous ; il n'y a pas à les chercher ailleurs. Ce sont les riches andalous qui bloquent l'industrialisation de l'Andalousie, qui se convertissent en gros capitalistes, financiers et monopolistes et investissent hors d'Andalousie. Le raisonnement andalouciste est donc faux dans son principe ; c'est ici qu'il faut poser les questions et chercher les réponses.

LES EXPLOSIONS SOCIALES

La situation économique est donc très grave, et c'est presque traditionnel dans cette région où la misère atteint parfois des situations limites. Il se produit des explosions violentes, armées, comme celles de El Arahah en 1861, de Jerez en 1890, de Lope de Alamo en 1870, puis de Casas Viejas en 1933, etc., qui s'expliquent par la situation désespérée du paysannat qui vit des relations,

non pas d'ouvriers à patron, mais généralement des relations de vassaux à seigneur. D'une manière générale la situation des campagnes est pire que celle des villes, sauf dans les quelques endroits où le régime franquiste a dû aller contre les aspirations des grands propriétaires en introduisant une timide industrialisation.

UN EXEMPLE D'INDUSTRIALISATION

L'industrialisation de la région de Gibraltar est un cas typique d'industrialisation manquée. Lorsque pour des raisons politiques (2) la frontière entre l'Espagne et Gibraltar est fermée, le régime franquiste prend la décision de créer sur place une zone industrielle pour absorber les quelques 12000 travailleurs frontaliers subitement privés d'emploi. Mais évidemment l'industrialisation aujourd'hui se conçoit en termes de rentabilité immédiate ; on crée donc des industries légères, qui emploient 200 à 300 personnes, qui sont hautement technicisées et demande donc une qualification de la main d'œuvre que n'a pas l'ouvrier moyen andalou. Le résultat c'est que sur 12000 travailleurs à peine 3000 ont retrouvé du travail et les autres ont dû prendre le chemin de l'émigration.

C'est ainsi que même les mesures politiques ont été d'une telle stupidité qu'elles ont contribué à aggraver la situation en ne tenant aucun compte des nécessités de la population. L'industrialisation donc, lorsqu'elle se produit se produit en général de cette façon ; à Huelva face aux problèmes de Rio Tinto, à Gibraltar, etc....

Dans les villes le secteur prédominant est le secteur tertiaire ; la région vivant dans un régime semi-colonial elle nécessite toute une série d'organisations bureaucratiques, délégations ministérielles, banques, assurances, armée,... qui disposent d'une masse monétaire importante, non productive, spéculative, et qui contribue à fermer le cercle vicieux en maintenant l'agriculture et l'industrie andalouses dans une position de statu-quo.

LES LUTTES SOUS LE FRANQUISME

Curieusement, l'Andalousie étant une région spécifiquement agricole et, après les conflits de maquis dans les années 57/59, la campagne s'étant incorporée que très tard aux luttes anti-franquistes, les conflits sociaux ne furent pas particulièrement aigus. Lorsque, par la suite, la porte de l'extérieur s'ouvrit, la misère qui se trouvait ici partit vers l'Europe, vers Barcelone, etc.. Ce qui fait qu'il n'y eut ici, et même dans l'industrie, aucun mouvement de type social.

La C.N.T. qui était surtout implantée dans les campagnes fut complètement détruite et le premier mouvement sérieux fut la grève de la construction ici, à Grenade, en 71 qui fit trois morts à la suite des affrontements avec la police. Ce fut le seul conflit vraiment significatif alors que, par exemple, dans les Asturies, les grèves ont commencé en 58, sporadiquement en 59 puis de manière continue à partir de 62, touchant chaque fois plus de secteurs et plus d'individus. Il en fut pratiquement de même à Barcelone, à Madrid, aux Pays Basques, qui furent également sous le franquisme les principaux noyaux de résistance. Les autres régions s'incorporant plus tardivement.

LE PROBLEME DES REGIONS AGRICOLES : LA GARDE CIVIL

A la campagne il faut tenir compte d'une force spéciale qui est la garde civile, qui n'existe sûrement pas avec la même efficacité dans les autres pays. La garde civile, avec sa dureté légendaire, est une police rurale. Sous Franco tout étranger qui arrivait dans un village (c'est-à-dire toute personne étrangère au village) faisait l'objet d'une inspection : qui il était, d'où il venait, ce qu'il venait faire, etc.. Ce contrôle sévère interdisait donc prati-



quement tout mouvement solide et il fallut atteindre un degré de libéralisation plus grand pour dépasser le cadre de revendications limitées comme une augmentation de 100 pesetas par jour avant le début d'une campagne de ramassage, ou bien encore les demandes d'adduction d'eau dans les villages privés d'eau courante. Ces revendications donnaient par ailleurs souvent lieu à des barrages de route et à de violents affrontements contre la garde civile.

Il y avait donc (et il y a d'ailleurs toujours) une profonde désorganisation de la campagne andalouse sur le plan syndical. Et bien que l'on parle beaucoup actuellement de la C.T.T. (Confédération des Travailleurs de la Terre du syndicat socialiste U.G.T.), des Commissions Ouvrières de l'agriculture (communistes), de la S.O.C. (Syndicat des Ouvriers de la Campagne, lié au parti des travailleurs, marxiste-léniniste) il s'agit en fait d'organisation très limitée.

LA FEDERATION PAYSANNE DE LA C.N.T.

La fédération paysanne de la C.N.T. est surtout implantée dans la province de Séville où elle compte une vingtaine de fédérations locales ;... mais elle ne représente pratiquement rien. Pourtant il y a un élément très important à notre faveur, c'est qu'actuellement le problème de l'agriculture andalouse ne peut se poser que de deux manières, soit d'une manière démagogique, soit du point de vue anarcho-syndicaliste. Actuellement quiconque parle de l'agriculture andalouse doit, pour se faire comprendre par les paysans andalous, employer soit un langage crypto ou pseudo anarcho-syndicaliste, soit clairement anarcho-syndicaliste. Cela je l'ai vérifié tout au long des meetings et des débats auxquels j'ai participé partout en Andalousie, au cours desquels des gens de tous les partis, de toutes les organisations manifestaient leur accord avec ce que je disais. Les autres syndicats s'efforcent toujours, notamment les Commissions Ouvrières et l'U.G.T., de réduire, de contrôler, de dominer et de diviser les mouvements qui peuvent surgir. Ce fut notamment le cas de la récente grève des ramasseurs d'olives au cours de laquelle le syndicat du parti des travailleurs, le S.O.C., lança des occupations de terres. Ils allaient voir le « señorito » du coin pour lui dire : « on va venir avec 300 à 400 paysans occuper tes terres d'une façon symbolique. La presse viendra faire des photos puis on boit un coup et on s'en va ». (3) Quand les paysans se rendirent compte qu'ils avaient été utilisés pour une pantomime, beaucoup d'entre eux quittèrent ce syndicat et certains comme ceux d'Osuna passèrent à la C.N.T..

Donc, pour me résumer le paysannat andalou est désorganisé actuellement du point de vue syndicale mais il constitue à mon avis une grande promesse pour le futur à condition de pouvoir faire des propositions correctes en ce qui concerne le type d'exploitation, le type d'organisation, etc..

2 / LA C.N.T. EN ANDALOUSIE

G.R. — Depuis 1976 la C.N.T. a rencontré en Andalousie un ensemble de facteurs contradictoires. Le principal élément favorable fut la tradition anarchiste et anarcho-syndicaliste qui a été maintenu quasi religieusement tout au long du franquisme. Cette fidélité aux principes anarchistes a pénétré le peuple andalou non seulement sous la forme d'une conscience de classe dans la lutte revendicative mais également sous la forme d'un style de vie personnel qui s'est perpétué sous le franquisme. Cette fidélité aux principes fut d'un grand avantage. Cependant ce style de vie dans une époque de grande confusion, caractérisée notamment par une grande mobilité sociale, fit que les gens qui l'avaient adopté ne purent pas comprendre l'évolution historique d'une

partie de la jeunesse. Je veux dire par-là que ces gens vivaient sous la défensive, un peu en marge ; consacraient leur énergie à défendre leur idéal libertaire basé sur des raisonnements éthiques, sans commettre ni excursion ni incursion dans le monde qui les entourait. Cela fut négatif parce qu'au lieu de défendre jalousement leur idéal ils auraient dû le soumettre à une confrontation, l'exposer à un contact plus réel et plus direct avec la réalité. C'est le seul moyen de convaincre les autres de la justesse de son propre raisonnement.

LES PROBLEMES D'IMPLANTATION

D'autre part, sous Franco, il n'y avait en Andalousie que très peu de mouvements de type social. La plupart était de type politique, menée par le P.S.O.E. et le P.C.E. principalement. La C.N.T. n'entrant pas dans la logique de ce type de mouvement elle n'a donc pas pu bénéficier de l'expansion que ces partis ont acquis dans la lutte anti franquiste.

C'est ainsi donc que lorsque la C.N.T. renaît en 1976 elle ne peut compter que sur le prosélytisme direct, de bouche à oreille, et sur cette tradition de pureté idéologique, qui lui permet de trouver ici des gens qui sont en quelque sorte des « maîtres d'anarcho-syndicalisme », tout au moins pour ce qui est de leur style de vie personnelle.

En 1976 / 77 la C.N.T. connaît un grand boum et se trouve confrontée à une série de graves problèmes. L'Andalousie étant une région très étendue, il faut beaucoup d'argent pour coordonner la reconstruction, payer les déplacements, les moyens de communication, de liaison.. Or, la région étant pauvre, les cotisations sont minimes contrairement aux C.N.T. catalanes et asturiennes par exemple où les adhérents peuvent verser une journée de salaire comme cotisation. Ces moyens économiques réduits entraînent forcément un manque de compétence, obligent à travailler rapidement et pas forcément très bien alors que les autres organisations, les Commissions Ouvrières ou l'U.G.T., disposent de moyens considérables. Ces organisations disposent de permanents qui se consacrent entièrement au développement de l'organisation. La C.N.T., elle, ne peut tolérer que des gens vivent de l'organisation ; son action est donc plus lente. De la même manière les autres syndicats disposent d'un comité central qui peut déplacer tel ou tel individu, par exemple dans la région de Motril pour qu'il organise le syndicat dans la région puis ils le déplacent ailleurs. Dans la C.N.T. la démocratie directe exige des accords de base qui vont croissant, qui s'imposent à l'organisation de manière organique, ferme mais lente. Il est donc évident que dans une période où il est important d'occuper le terrain, de partir pratiquement de zéro, tout cela prenait énormément d'importance.

En fait il ne restait bien souvent à la C.N.T. que le moyen des meetings pour convaincre. Il y eut de très bons meetings, d'autres catastrophiques comme celui de Jaen où l'intervention de quelques individus proposés par certaines fédérations locales produisirent une si mauvaise impression qu'elle entraîna à la disparition de la C.N.T. de Jaen. (4)

LES PROBLEMES INTERNES

Dans l'ensemble cependant les meetings furent positifs et ont contribué à éclaircir la pensée anarcho-syndicaliste. Mais cela ne suffit pas ; il faut traduire dans la réalité d'un travail d'atelier, d'usine, de campagne, les potentialités captées lors d'un meeting. Et la déficience organisationnelle, structurelle, fut d'une influence très négative sur l'implantation de la C.N.T. : manque de cadres véritablement formés, manque de canaux pour répartir anarcho-syndicalement les tâches spécifiques puisque seule la pratique quotidienne peut nous justifier. Le ré-

sultat fut que beaucoup de gens entrèrent dans la C.N.T. parce que c'était l'îlot de liberté dans lequel on pouvait dire tout ce qu'on voulait... Mais la C.N.T. est un syndicat, une organisation fondamentalement ouvrière, basée sur des points de vue et une pratique qui oblige à des compromis. Or beaucoup de ceux qui adhèrent à la C.N.T. à cette époque, et notamment la jeunesse étudiante, n'étaient pas prêts à ce type de compromis. La jeunesse ouvrière, paysanne, par contre est restée et l'on retrouve parmi elle des types fabuleux, de formation, d'initiative, de capacité de travail. Les jeunes ouvriers restèrent donc, tandis que les autres, ceux qui se disent de la marginalité, ne trouvèrent pas leur bonheur dans la pratique et l'auto-discipline de l'organisation. Sans doute ne trouvèrent-ils pas les éléments précis capables de leur fournir la patience nécessaire, ni les éléments de concordance entre la pratique et le discours des quelques militants qui possédaient une véritable formation anarcho-syndicaliste.

LA REPRESSION ET LA PRESSE

Evidemment la C.N.T. — comme partout ailleurs en Espagne — subit la répression du gouvernement, l'hostilité de la presse, l'incompréhension de la part des partis et des autres syndicats et organisations. Là encore, dans un moment historique au cours duquel les moyens de communications possèdent énormément d'importance, d'influence sur la conscience des gens, une campagne de presse ou simplement un boycott qui veut tout simplement dire : ils n'existent pas, contribuent énormément à déconcerter les gens.

C'est ainsi que si en 77 l'organisation anarcho-syndicaliste en Andalousie fut franchement offensive, descendit dans la rue, elle accusa un repli qui la maintint dans un état d'angoisse interne, d'incapacité à se définir vis-à-vis de l'extérieur, à la suite d'une série d'attaques externes et internes. Son activité se déploie sporadiquement, sans véritable continuité.

En conséquence il y a eu une diminution des affiliés, de manière très sensible dans certaines situations locales. C'est ainsi que la C.N.T. n'existe pratiquement plus à Jean (capitale), ni à Andujar et se maintient à grande peine à Ubeda.

CADIZ, MALAGA, SEVILLE, GRENADE, CORDOUE

A Cadiz, la dernière grève des éboueurs a permis au syndicat C.N.T. d'être rejoint par la majorité des ouvriers du secteur, à Malaga les luttes menées par la C.N.T. ont été très radicales, notamment celle du secteur des pompes funèbres, et la C.N.T. est présente et importante dans de nombreux secteurs. A Seville il faut distinguer la ville de la province où la C.N.T. est très implantée dans les luttes alors que dans la ville il y a seulement quelques secteurs où elle possède un poids réel. Ici, à Grenade, il y avait en 76 / 77 environ 700 à 800 affiliés ; il y a maintenant — dans la ville — 250 cotisants environ. A Cordoue la C.N.T. a perdu énormément de son potentiel à la suite d'une machination de la police et de la presse. Alors que la C.N.T. de la construction était en passe de rassembler la majorité des ouvriers du secteur, de même la C.N.T. des éboueurs, et la C.N.T. de la métallurgie, parce que c'était un moment disons subjectivement approprié : la C.N.T. possédait une image de marque prestigieuse alors que les autres centrales syndicales étaient déconsidérées. C'est alors que la police arrête dans le centre de Cordoba trois militants de la C.N.T. dans une voiture transportant un bidon d'essence et un tournevis « de grande dimension » (appréciation de la presse locale). Ils sont immédiatement accusés de vouloir faire sauter le local de Fuerza Nueva (5) et d'en rendre responsable le P.C.E.... Une de ces opérations très bizarres, en trois bandes. Et ce qui est incompréhensible

c'est que à partir de cette histoire absurde et invraisemblable débute une campagne de presse : « la C.N.T. terroriste ! » à la une. Le même type d'opération que celle qui a été montée lors de l'affaire de la Scala (6) à Barcelone, dans une période où la C.N.T. connaissait un développement croissant.

C'est ainsi que les facteurs négatifs auxquels nous sommes confrontés sont énormes, notre capacité de riposte — physiquement — est réduite même si la situation globalement nous est favorable et conforte notre moral. En résumé donc Grenade possède six fédérations locales et c'est avec Jaen la province la moins favorable à la C.N.T.. A Seville il y a une vingtaine de fédérations locales, 14 à Malaga ; en tout une soixantaine sur toute l'Andalousie. Il y a donc une inégalité dans la répartition entre provinces d'une part et inégalité entre les secteurs d'autre part.

LA RESTRUCTURATION ORGANIQUE

Cependant si les effectifs ont diminué, la C.N.T. a considérablement amélioré sa structuration organique. La C.N.T. est maintenant en mesure d'admettre une augmentation importante de ses effectifs parce qu'elle dispose de canaux qui faisaient défaut auparavant pour recevoir la masse d'adhésion des années 76/77. D'autre part les positions idéologiques se sont clarifiées. La notion de « libertaire », « comportement libertaire », « organisation libertaire » se clarifie, se différencie des positions conseillistes, des notions « d'organisation de masse » à caractère global et total. Les débats avec la série d'individus qui voulaient créer une certaine instabilité dans l'organisation ont donc eu cette utilité de clarifier la position anarcho-syndicaliste.

3/ LA SITUATION POST-CONGRES

G.R. — Tout cela nous amène à la situation post-congrès et concrètement ici aux résultats du plenum régional des syndicats qui s'est tenu à Malaga dimanche dernier (3 février 80). Le plenum permit d'abord d'élire la nouvelle fédération locale de Malaga, qui est maintenant composée de personnes très capables, très solides... Ce qui ne fut pas le cas par exemple lors du plenum tenu à Cadiz (7).

LE REJET DE LA GESTION DU DERNIER COMITE NATIONAL

Selon mon point de vue, peut-être subjectif, mais qui fut confirmé par le congrès, il y a eu un refus général de la gestion — qui ne fut même pas exposée par les rapporteurs de la commission de gestion, mais reportée au callandes grecques — et de l'activité du comité nationale en exercice. Cela a prosuit d'ailleurs un grand et terrible retard dans la marche de l'organisation.

Maintenant donc à Malaga il y a en place des gens responsables, ayant les capacités morales et physiques de mener les choses à bien. Après cette élection, le second point de l'ordre du jour était précisément la situation post-congrès. Le résultat du vote fut le suivant : 19 syndicats en faveur du congrès, 14 syndicats s'abstinrent pour manque d'information et 4 syndicats demandèrent l'annulation du congrès. Sur ces 4 syndicats, deux d'entre eux demandèrent l'annulation d'une manière très bizarre, dont on devine qu'elle est hypocrite et politicarde. Leur position était : « nous demandons l'annulation par voix organique interne à l'organisation, mais nous reconnaissons la validité de la commission d'annulation ». C'est vouloir être l'ami de Dieu et du diable en même temps ! Il n'y a pas 36 possibilités si ces deux positions sont incompatibles. La première, le choix de la voix organique, implique une reconnaissance du nouveau comité national élu au congrès, alors que la raison même de la commission d'annulation c'est la non-reconnaissance du

nouveau comité national. Accepter cela c'était comme nous donner à tous un certificat d'imbécillité.

LA COMMISSION POUR L'ANNULATION DU CONGRES

Cette position était défendue par le syndicat des divers d'Almeria et par le syndicat de l'enseignement de Grenade. Puis il y a le syndicat de la métallurgie de Seville et le syndicat de l'alimentation de Séville également, qui demandent l'annulation du congrès de manière organique. Le syndicat du métal proposait qu'un syndicat contre et un syndicat pour le congrès se constituent en commission pour comptabiliser les votes sur toute l'Andalousie. Mais la C.N.T. possède dans ses structures organiques le moyen de faire cette comptabilisation.

Donc, d'une manière claire, hormis ces deux qui n'acceptent pas la voix organique, bien qu'ils affirment le contraire, il y en a deux autres qui s'opposent au congrès par la voix organique, 14 qui s'abstiennent parce qu'ils n'ont pas reçu les comptes-rendus du congrès — comptes-rendus qui ont pourtant été envoyés par le comité national à Cadix depuis plus d'un mois mais qui n'ont pas été répartis entre les syndicats —. Quelques syndicats possèdent ce compte-rendu parce qu'ils se sont préoccupés d'aller le photocopier, de l'emprunter à d'autres, mais la majorité n'a jamais rien reçu. Donc ces syndicats, en conscience, se sont refusés à prendre position sans avoir lu le compte-rendu, même si, moralement, ils approuvent le congrès. Et enfin, 19 syndicats se sont estimés suffisamment informés pour prendre position pour le congrès.

Il y eut enfin, unanimement — mis à part les deux bizarres — un refus de la commission pour l'annulation. Voici donc la situation en Andalousie après le congrès.

AU SUJET DE L'ELECTION DE JOSE BONDIA (8)

Presque traditionnellement tous les secrétaires généraux de l'organisation ont été élus par une minorité de syndicats. D'abord parce que la majorité de syndicats ne connaît pas de personne concrète appropriée pour cette charge. Ensuite lorsque on parle de ceux qui votèrent pour Bondia, on ne parle pas de ceux qui votèrent pour d'autres personnes que Bondia. Le secrétaire fut élu par 70 ou 80 syndicats et il y en avait 300 de présents. Bon ! Il y en a donc 25 qui votèrent pour un autre, 15 pour un autre, moi-même par exemple, sans n'avoir rien fait pour ça et à ma grande surprise, j'ai eu 7 voix, etc. Les sophistes par ici ne veulent tenir compte que du nombre de voix obtenu par Bondia sans prendre en compte la totalité des votes ni même l'abstention qui est un droit démocratique comme n'importe quel autre. Je suis même persuadé que depuis 76 il s'agit de l'élection la plus organiquement correcte que nous ayons eu. Gómez Casas fut pratiquement élu au plenum de juillet 76. Marcos fut nommé non pas par la fédération locale mais par le plenum des régions, également de manière inorganique. Et moi-même j'ai participé à cette inorganicité, en raison des circonstances ; parce que l'organisation fonctionnait déjà depuis six mois sans secrétaire général et que cette situation ne pouvait pas se poursuivre durant encore six mois. Ici j'ai présenté cela comme un acte non-organique, en expliquant les raisons qui nous avaient poussé à prendre cette décision et en indiquant qu'en cas de désaccord il était possible de promouvoir un vote de censure. Personne ne me reprocha quoi que ce soit, parce que j'ai donné mes raisons et de quelles manière je les avais utilisés. Il n'en demeure pas moins que c'était un acte totalement inorganique.

Ainsi lorsque ce Monsieur (Marcos) proteste parce qu'au cours d'un congrès un autre que lui rassemble plus de voix, obtient la majorité relative... on ne peut imaginer position plus sophiste !

L'ambiance fut par moments fabuleuse et à d'autre scandaleuse. Pour moi — et j'en ai discuté avec d'autres — il y avait des gens qui étaient là dans l'optique soit d'imposer les leurs, soit de casser le congrès. Le problème est simple : il est clair qu'il y a dans la C.N.T. une série d'organisations infiltrées. Il ne s'agit plus là du problème des marginaux, des « pasotas ». Ceux qu'on appelle les « pasotas » soit se sont intégrés parfaitement à la C.N.T. soit l'on quitté simplement. Je rencontre souvent ces gens qui en 77 étaient dans l'organisation, je leur demande : « c'est quand que vous revenez ? »... « Quand je termine mes études, je reviens ! » ; quand ils seront ouvriers, salariés, etc. Cela donc ne crée pas de problèmes réels. Quand ils étaient dans la C.N.T. et qu'ils allumaient un joint et choquaient l'ouvrier d'à côté plus ou moins puriste et qui n'acceptait pas c'était le genre de problème qui ne va pas très loin.

Le problème réel se pose avec les forces réformistes, syndicalistes d'une part et les forces politiques de diverses couleurs d'autre part.

LES SYNDICALISTES REFORMISTES

Dans une période pendant laquelle la C.N.T. est affaiblie — et donc le facteur anarchiste en elle est également affaibli — où le contexte social est réformisant, tend aux conventions, aux pactes, etc., la tension entre le syndicalisme et l'anarchisme est extrême. C'est un moment favorable au développement des secteurs purement syndicalistes et réformistes. Tous les gens qui avaient appartenu à l'antique C.N.S. (9), et d'autres alignés sur les mêmes positions, créent de nombreuses frictions. C'est ainsi qu'alors que majoritairement la C.N.T. refuse les élections syndicales, le pacte de la Moncloa, les conventions collectives traitées par la CUSPIDE, etc., des gens comme Tocio del Moro disent qu'il n'y a pas de pratique syndicale à la C.N.T., etc., etc.. Tout cela constitue un facteur de tension très négatif à l'intérieur de la C.N.T..



LES POLITICIENS INFILTRES

D'autre part la C.N.T. possède une longue histoire, un prestige ouvrier et même national. La C.N.T. fait partie maintenant de l'histoire d'Espagne dans le sens plus profond du mot. On ne peut parler de ce siècle sans parler de la C.N.T., de ses pères ou des grands pères qui ont fait l'histoire d'Espagne. C'est pourquoi la C.N.T. possède un cycle, un drapeau d'un poids indiscutable. Et les groupes gauchisants qui ne trouvent pas d'issue du fait de leur situation minoritaire ou qui échouèrent dans leur tentative pour obtenir un aspect majoritaire — c'est le cas du groupe *Autonomia Obrera* (autonomie ouvrière), l'ex-groupe *Libération* issu de la maison d'édition d'origine chrétienne *Six* — tentent de s'emparer du prestige d'un sigle. Tout cela dans l'espoir de contrôler une organisation de masse qui serve un peu de caisse de résonance ou de détonateur... On voit mal ce qui pourrait en sortir.

Ils rentrent donc dans la C.N.T. dans le but de la contrôler et donc principalement lutter contre le fondement idéologique anarchiste qu'ils s'obstinent à personnaliser dans la F.A.I.. Tous ces gens-là se retrouvent globalement sur deux types de positions ; une C.N.T. globaliste, défendue notamment par la C.N.T. de Cantabria et d'Aragon, ainsi que par quelques basques et quelques fédérations de la Rioja, et les positions nationalistes aux Pays Basques et aux Canaries.

La première position défend un pouvoir exécutif et autoritaire qui serait détenu par les fédérations locales contre l'autonomie des syndicats. Cette notion d'action globale est incompatible avec l'action directe ; on ne peut lutter de la même manière dans un quartier que dans une usine. La globalisation est impossible, par contre une fédération prend toute sa signification puisque ces différents types de lutte procèdent de la même analyse fondamentale.

Quand aux positions nationalistes elles sont par essence en complète contradiction avec l'essence de la C.N.T., amènent à la collaboration de classe, etc.. Et lorsqu'une scission se produit, le sigle de la C.N.T. est conservé ; une méthode politicienne classique pour préserver le prestige.



L'ANCIEN COMITE NATIONAL

L'ancien comité national tout au long de son mandat eut une pratique anti-F.A.I. significative. Il tenta de mettre en place le « front nord » pour l'opposer aux secteurs de la C.N.T. qu'il disait manipulés par la F.A.I. et par l'exil. C'est ainsi qu'il organisa un plenum rassemblant uniquement des syndicats du Pays Basque, de Cantabria, des Canaries, de la Rioja et de l'Aragon. Ce fut le début de la rupture. Le reste de l'organisation n'était pas au courant — ils savaient très bien qu'il ne pouvait rien faire avec elle —. La réunion était (ce qui fut annoncé par la suite) soit disant pour traiter du problème maritime ! On cse demande alors ce que faisaient des délégués de la Rioja et de l'Aragon (10).

Aux Canaries, La C.N.T. marchait très bien. Arrive Puchber (du comité national) qui passe quelques jours sur place et l'organisation est démantelée, prise en main par ceux qui quittèrent le congrès avant qu'il soit terminé.

Alors évidemment après avoir agi ainsi ils ont maintenant peur que ceux qui ont été élus au congrès se conduisent de la même manière. Voilà pourquoi ils veulent à tout pris obtenir l'annulation du congrès. Avant le congrès un membre de l'ancien comité national avait déclaré à *Mundo Diario* : « Il faut en finir avec le paléo-anarchisme ! ». C'est déjà une déclaration de rupture pure et simple. Evidemment qu'il faut innover, avancer, mais comment ? Sûrement pas en abandonnant les principes de la C.N.T.

Il ne s'agit pas d'adapter les principes idéologiques au néo-capitalisme mais d'adapter aux nouvelles structures économiques le principe syndicaliste de l'anarcho-syndicalisme.

V.B.

NOTES

- (1) *La reconquête est la guerre menée par Isabelle la Catholique et Ferdinand d'Aragon pour chasser les arabes d'Espagne. Grenade fût d'ailleurs la dernière citadelle arabe à capituler.*
- (2) *... Là je voulais mettre pourquoi la frontière entre Gibraltar et l'Espagne a été fermée par Franco, mais je me rappelle plus ! Alors si vous trouvez...*
- (3) *Il semble que G. Rúa exagère (ou déforme par esprit partisan) un peu l'affaire. Ce qui est sûr c'est que personne au S.O.C. n'avait envie de s'amuser à une mascarade. Les occupations ont été décidées par la base du S.O.C., se sont souvent déroulées de manière violente. Ce n'est que par la suite qu'elles ont été récupérées politiquement par le P.T.*
- (4) *Le meeting de Jaen illustre bien les problèmes créés par le « pasotisme », (les « marginaux ») et dont parle G.R. plus loin. Au cours de ce meeting auquel assistaient les nombreux anarchistes « puristes » de la province — certains ayant conservé pendant 40 ans, caché sous le matelat, leur carnet de la C.N.T., — une jeune fille se déshabilla expliquant que la C.N.T. et l'anarchisme c'était l'amour libre, la recherche du plaisir, etc. etc.. Les anciens carnets syndicaux furent déchirés à la suite du scandale, la jeune fille n'arriva pas au terme de son entreprise... la C.N.T. n'existe plus à Jaen.*
- (5) *Fuerza Nueva : version espagnole de notre parti des forces nouvelles ; effectifs et influences à multiplier par 10 ou même par 100.*
- (6) *La Scala était la plus grande salle de spectacles de Barcelone avant qu'un attentat ne la détruise entièrement entraînant la mort de cinq travailleurs (dont trois affiliés à la C.N.T.). L'attentat fut imputé aux militants de la même C.N.T..*
- (7) *Les délégués de Cadix (qui n'ont pas l'air d'avoir la faveur de G.R.) furent les seuls délégués andalous à quitter le congrès avant la fin pour protester contre son déroulement.*
- (8) *José Bondia, délégué du syndicat de la métallurgie de Madrid à été élu secrétaire général de la C.N.T. lors du congrès de décembre. Il remplace le barcelonnais Enrique Marcos.*
- (9) *C.N.S. : syndicat vertical, contrôlé par la falange, instauré par le régime franquiste.*
- (10) *... bizarre évidemment, vu que ni la Rioja ni l'Aragon ne possèdent de débouchés maritimes.*

« Au pays des singes »

BONJOUR au journal IRL et à ses amis.

J'ai eu l'occasion de connaître votre journal et d'en apprécier différents textes.

J'ai pensé que peut-être il y aurait une petite place pour faire passer quelques pages que j'ai eu l'occasion d'écrire pendant mon bref séjour dans votre ville.

Pages que j'ai écrit pour me faire plaisir en mettant sur le papier certaines vérités, et qui pourraient éventuellement « amuser » les adultes et instruire les enfants ou les jeunes adolescents d'une manière un peu imagée pour affronter des choses qui sont en elles-mêmes bien dramatiques et même repoussantes.

Si l'histoire ici traitée fait allusion d'une manière plus ou moins explicite à l'Afrique et au Tiers-monde en général, ça n'enlève rien à l'analogie de la réalité décrite ainsi avec vos pays super-industrialisés qui, étant partis en guerre contre la nature et contre la vie, ne sont pas à l'abri des conséquences dramatiques et irréversibles que j'ai bien voulu imaginer dans cette caricature aux tournures « phantasmatico-politiques » qui, malgré son côté apparemment apocalyptique, est quand même traversé par un souffle d'espoir.

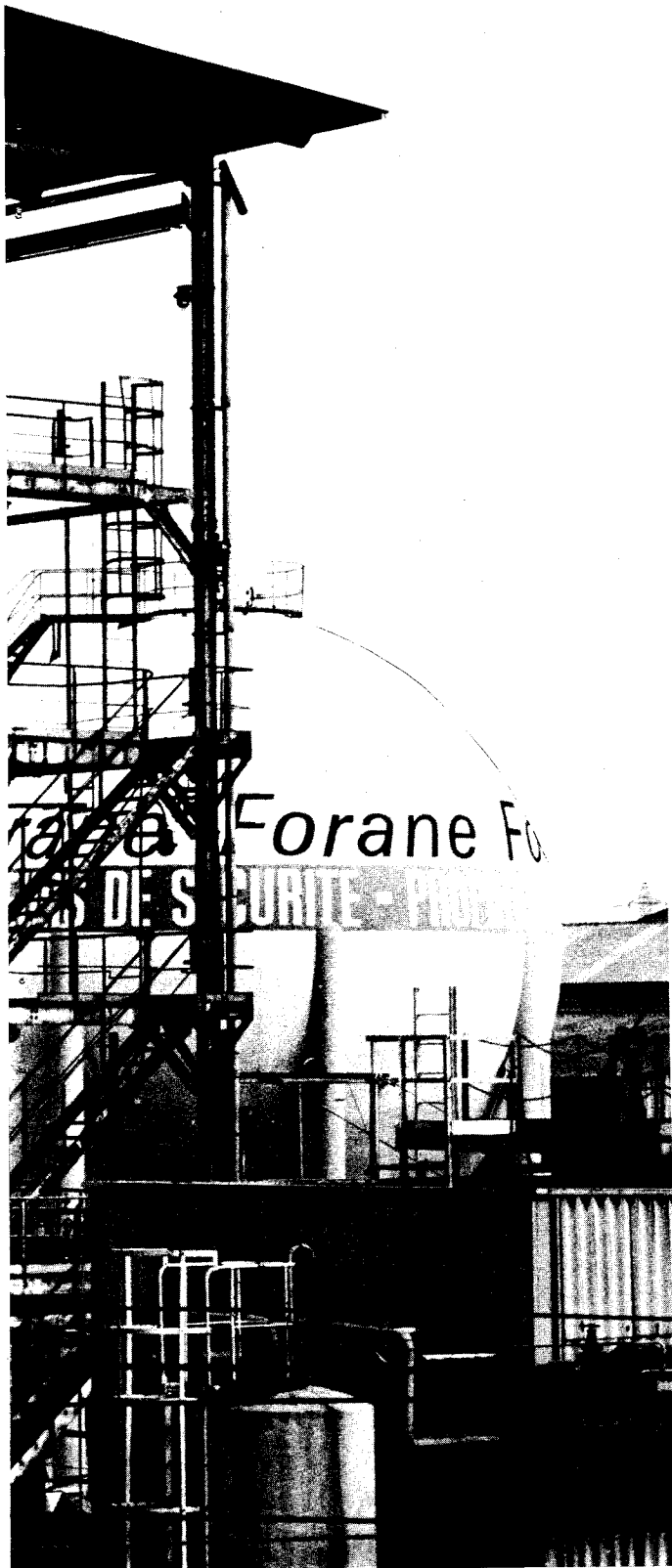
C'est en fait avec l'espoir, que tous mes frères des pays du Tiers-monde échappent au miroitement de vos pays, et évitent l'usage exagéré et néfaste de la science que « vous » utilisez d'une manière insensée; ce qui risque bien de vous mener à votre perte d'une façon quasiment irréversible comme le prouvent certains signes prémonitoires à l'heure même où j'écris ces lignes.

Espoir qui s'accompagne aussi d'un autre désir plein d'espérance... voir vos peuples, vous tous, débarrassés de la misère morale qui vous accable et qui prouve, si besoin il était, qu'il ne peut pas s'affirmer de bonheur véritable tant qu'il y a des peuples et des individus condamnés aux pires déchéances pour survivre; débarrassés de ce qui vous rend esclaves et complices malgré vous, des oppresseurs de nos pays à nous, les « incivilisés ». Espoir donc, que vous saisissez dans la capacité et la possibilité de dépasser les contradictions qui vous emprisonnent dans vos pays « civilisés »; ou mieux, que ceux-ci disparaissent en tant que tels, et qu'à travers la possible renaissance de vos corps et de vos esprits, vous puissiez vous fondre avec nous et nous ne pourrions nous fondre réciproquement dans cette fraternité véritable qu'en dépassant les frontières artificielles érigées par les politiciens de tous bords; et cela nous permettra de toucher enfin au commencement de cet amour universel où même les corps ne connaîtrons plus ni entraves ni frontières... cet amour que d'autres ont voulu approcher par le biais des religions, ou d'autres par le biais de l'internationalisme prolétarien.

Salutations affectueuses et fraternelles
Tamango Kakonga



stupides »



Dans un pays où la végétation était belle et abondante, vrai repos pour l'esprit et enchantement pour les yeux, où l'amour jaillissait au milieu de l'épaisse verdure, au bord des ruisseaux et des rivières, entre les animaux et entre les humains, vinrent un jour des hommes au teint blanc comme des malades anémiques qui décidèrent que les hommes bien bronzés, tantôt cuivrés et même noirs, les habitants de ce merveilleux pays, étaient des êtres arriérés, incultes et barbares qu'il fallait civiliser; pour le salut de leur corps et de leur âme.

Des années s'écoulèrent dans une activité fébrile entamée par ces gens au visage pâle et poursuivie dans les tâches plus dures par les indigènes de ces lieux dont la plupart avaient été réduits à l'esclavage car, jamais, ils ne se seraient pliés d'eux-mêmes aux besognes massacrantes et stupides auxquelles, les derniers venus voulaient les contraindre.

Des besognes qui débouchaient sur des ravages inouis de la végétation luxuriante qui, depuis mémoire d'homme était restée intacte, de même que les rivières avaient toujours parcouru les vallées connues et aimées des ancêtres. Le ciment envahissait tout, engloutissait la verdure pour faire surgir à la place, des bâtiments énormes d'un gris terne, jamais connu auparavant dans ces lieux comparables au paradis décrit par les anciens; cette matière elle-même était froide pour le corps comme pour l'âme.

Avant l'arrivée de ces inconnus, blanchâtres comme des mourants, tout était bâti sans trop d'efforts, avec le matériel que la nature offrait généreusement... Maintenant, tous se trouvaient broyés par un travail incessant, utilisant des matériaux jusqu'alors inconnus, laids, inutiles par rapport à la vie menée jusqu'alors et, qui plus est, contraignant à un travail démesuré au détriment de la vie qui, dans de telles conditions, était réduite au minimum indispensable pour récupérer les forces. Ces forces, le surlendemain, devaient être réinvesties dans un travail qui n'avait été ni choisi, ni désiré mais seulement imposé par ces étrangers très savants pour bâtir des trucs aussi gros que leur géniale stupidité entremêlée de cupidité; car, les mobiles de ces étrangers venus on ne sait d'où, c'était de s'approprier les richesses enfermées dans ces terres et qui auraient aidé à développer chez eux des activités semblables mais bien plus importantes sans compter la spécialisation des cultures qui réduisait à la famine les indigènes parce qu'ils exportaient les produits ainsi obtenus dans les pays de ces civilisateurs au teint clair.

Les indigènes, qu'ils aient été bien bronzés, cuivrés, jaunes, rouges ou noirs étaient ahuris, révoltés aussi mais dépourvus de la force nécessaire pour faire face à ces pillards. Tantôt en chemise blanche (c'étaient des envoyés spéciaux venus des pays où, la peau tout au moins est aussi blanche que la chemise) tantôt en grandes soutanes et crucifix (c'étaient les missionnaires qui venaient apprendre aux sauvages de ces lieux à s'aimer les uns les autres comme des frères au nom d'un dieu qui avait plein d'exigences mais qui donnait pas trop en contre-partie); d'autres, bien armés de fusils, étaient là pour aider les missionnaires et les hommes en chemise blanche, à réaliser cette œuvre d'amour; ils étaient prêts à tirer sur tous ceux qui auraient voulu s'aimer vraiment en abandonnant le poste d'esclave qui leur avait été assigné par les envoyés de ces pays civilisés où régnait la religion des hommes en soutanes.

Ainsi allait le monde. Les indigènes devaient plier l'échine et se soumettre à contre-cœur à des tâches qui les faisaient participer à la destruction de leur pays et assister passivement au massacre inoui et continu d'innombrables têtes de bétail, de fauves et d'animaux de toute sorte... (les fauves étaient toutefois remplacés,

en pire, par les civilisateurs).

Et au fil des années, accablés par un travail de plus en plus abrutissant sur une terre qui ne leur appartenait plus, il se trouvèrent devoir endurer par dessus le marché, toute sortes de moqueries de la part des singes qui, perchés sur les arbres, n'arrêtaient pas de s'escaffer en voyant ces hommes passer le plus clair de leur temps à se fatiguer pour des choses qui ôtaient même l'envie de rire et de faire la fête comme cela avait toujours été depuis des temps immémorables; des choses qui ne donnaient en contre-partie rien qui aurait pu dépasser, équilibrer ou même compenser la perte de ce qu'avait été la vie intense et spontanée de jadis.

Les esclaves irrités par ces ricanements qui leur rappelaient leur détresse et leur impuissance à s'en sortir, réagissaient violemment en leur lançant des pierres et tout ce qui leur tombait sous la main. Mais les singes, pas du tout abrutis par le travail, et ayant gardé toute leur agilité primitive, se moquaient bien de ces pierres lancées qu'ils savaient aisément esquiver et qu'ils renvoyaient à l'expéditeur en ricanant de plus belle...

Les blancs, ou colons comme on avait appris à les appeler, pas habitués à cette race de bestioles, ne comprenaient pas le sens de leurs ricanements et s'amusaient à les regarder, à leur tirer des coups de fusil de temps à autre et, considérant leurs grimaces et leurs inlassables clowneries ils jugèrent que ces bêtes étaient les plus bêtes et les plus stupides de la création.

Ils s'esclaffaient de rire en les regardant et se moquaient d'elles, faisant des grimaces et gesticulant comme elles-mêmes faisaient à longueur de journée...

Les années s'étaient cependant écoulées nombreuses, et les surfaces cimentées s'étaient multipliées...; pour trouver la verdure, il fallait pousser de plus en plus loin et beaucoup, surtout ceux qui étaient encore démunis de moyens de transport rapide, y renonçaient et moisissaient au milieu de ces étendues sans fin de grisaille cimentée qui auraient rendu triste jusqu'au plus joyeux des ivrognes.

Mais puisque l'homme est une créature qui sait s'adapter aux pires monstruosité, l'adaptation se fit même dans cette situation.

Les colons, appelés par d'autres colonialistes ou impérialistes, pour faire en sorte que cette adaptation se fasse d'une manière encore plus sûre et plus efficace (et par là même faire des économies sur l'armée qui jusqu'alors était maintenue sur place pour préserver la « paix ») firent

une démarche aussi simple qu'efficace.

Ils « achetèrent » des indigènes qui avaient une grande gueule et ils leur dirent à peu près ceci: « écoutez nous bien! Votre peuple est de moins en moins disposé à nous tolérer; les révoltes se font de plus en plus fréquentes et ça nous emmerde vraiment beaucoup parce que, vous comprenez n'est ce pas, pour vous mater on est obligé d'entretenir des mercenaires qui nous reviennent drôlement cher, sans compter que tout ça, ça nous attire de fâcheux ennuis dans nos pays et dans nos relations avec les autres nations; et c'est très répandu de nous traiter de tous les noms à cause de notre politique de « pillardise » trop ouverte et donc choquante...(1). Vous comprendrez, à la longue, c'est gênant et pas de tout repos... Alors voilà! Nous vous proposons ceci: nous, les blancs, on va disparaître... ou plutôt, on fait comme si nous n'étions plus là; vous prenez notre place à la direction de l'Etat et des entreprises et nous, nous vous donnons beaucoup d'argent et assez d'armes pour entretenir une armée bien à vous, ou tout au moins qui donne l'impression d'être telle.

Cependant, les ressources de votre pays, bien entendu, nous continuerons à les saccager et à les piller comme auparavant. Le peuple, ravi d'avoir des hommes de même

couleur comme dirigeants, ne n'apercevra même pas de la supercherie, et vous aurez ainsi tous les honneurs et richesses qui reviennent aux chefs d'Etat et nous continuerons sans trop de tracasseries à puiser sur vos terres, dans vos sous-sols riches en minerais et gisements encore intéressants... ».

Le marché fut ainsi conclu.

La paix semblait enfin assurée, d'autant que le peuple était tellement occupé à désirer et à faire en sorte que les blancs disparaissent ou quittent les places importantes leur permettant de faire la loi, qu'il avait fini par oublier combien il continuait à mener une vie de misère travaillant ou chômant. Or la n'avait rien à voir avec le passé où la seule activité équivalant au travail moderne était celle dictée par les réelles nécessités de la vie.

Les singes seuls, se rendirent compte de la colossale escroquerie en cours et ricanèrent encore plus fort que par le passé; sauf que maintenant, en y regardant de plus près, on pouvait s'apercevoir que derrière ce ricanement, il y avait une note de désespoir... La peur grandissait face à l'extension démesurée du béton, armé et désarmant, et devant les plantations spécialisées, destinées à nourrir les pays blancs, et qu'on ne pouvait approcher à cause des gardiens en armes qui auraient massacré un singe avant même qu'il ne touche à une cacahuètes.

Parmi les humains, ceux, qui avaient compris ce qui était apparu très clairement aux singes depuis toujours, ceux-ci se taisaient, se cachant au milieu des cris enthousiastes de la foule qui chantait les louanges des nouveaux tyrans (qui camouflaient cette tyrannie derrière leur couleur, semblable à celle du peuple, et qui favorisait ainsi la naive illusion que, entre des gens de même race, il ne peut y avoir ni trahison ni exploitation, ni rien de tout ce que le peuple avait subi sous le talon des civilisateurs blancs).



CONFERENCE INTERDITE ou... UN DOIGT

DANS LA PLAIE.

Un doigt a été mis sur une plaie qui dispose de prestigieuses ressources pour se draper dans un semblant de santé, bariolée de mille couleurs et nuances...

Je parle de cet enrichissement, de cette opulence des différents pays « civilisés », bâtis sur le dos des pays pillés, et indirectement massacrés par la vente florissante des armes, qui n'oblige même plus à devoir se « déranger » directement pour accomplir une telle besogne meurtrière... (hormis les exceptions spectaculairement sanglantes d'un USA au Vietnam dans un temps pas trop éloigné, et d'un URSS en Afghanistan dans cette période toute récente).

Les pays cités dans la préface à l'article « conférence interdite » de M. Zemliak englobent cette Suède qu'on a souvent entendu citée pour en vanter le degré mirobolant de liberté et de démocratie qui excite la convoitise de bien d'autres pays tels ceux de l'Europe centrale et Occidentale... Cette Suisse éternellement pacifique, enrichie sur les guerres d'ailleurs et qui ne s'est pas gênée pour fabriquer les fours crématoires pour le 3ème Reich, etc etc...

Il faut quand même reconnaître, que ces pays ont su tirer un profit savant des privilèges inscrits et découlant de la civilisation industrielle. Les bourgeoisies de ces pays, en fait, contrairement aux bourgeoisies française ou italienne par exemple, ont su gérer leur pouvoir avec une intelligence et une sagesse bien rusée, leur permettant de désamorcer les luttes internes et de parvenir à une paix sociale quasiment totale comparées aux situations séculaires de nos pays à « capitalisme méditerranéen »...

Cette « sagesse », cette finesse politique qui ont su étouffer dans l'œuf toute forme de lutte pouvant menacer l'équilibre du système, ont puisé dans les mêmes ressources de pillage dans lesquelles nos propres pays, d'une manière plus ou moins directe, puisent pour garantir les progrès faramineux de nos sociétés (insouciantes des revers sanglants et liberticides qui en découlent et qui en sont les moyens nécessaires).

Sur la lancée de cette constatation d'une réalité générale qui rapproche en frères tous les pays « civilisés » au-delà des capacités plus ou moins intelligentes propres à la bourgeoisie de chaque pays, je suis amené à considérer un côté de cette opulence de chez nous, qui, même si elle n'est pas gérée avec le raffinement d'une bourgeoisie Suédoise, n'en est pas moins la toile de fond ou la base sur laquelle se greffent les avantages d'une facilité répandue, permettant à Tous, d'en profiter.

Je suis constamment confronté à une multitude de jeunes et moins jeunes qui, d'un air malicieux, ou sérieusement déterminé, affichent leur débrouillardise, leur démerdise, en « détournant à leur profit les contradictions du système... », les expédients visant le détournement de certains avantages sociaux..., le chômage vécu avec un clin d'œil puisque remboursé, et plein d'autres ruses qui s'ajoutent à pleins d'expédients dans tous les domaines, dont j'ignore les détails puisque je ne suis pas aussi dégourdi qu'eux (ou vous, qui êtes en train de lire peut-être) pour pouvoir envisager d'en faire autant. Si tout cela ne tenait qu'au détournement des contradictions du système, je n'aurais même pas soulevé mon

stylo pour parler de cela, car mon approbation et ma tentative de me mettre au diapason face à de tels agissements, couleraient de source...

Ce qui m'a donc poussé à aborder ce sujet, c'est le fait que, en réalité, ce n'est pas de la bourgeoisie elle-même et de ses contradictions qu'on profite, mais de ce surplus que la bourgeoisie peut se permettre grâce, justement, au pillage et aux massacres perpétrés contre ces pays dont la mesure de leur misère est à la mesure de nos gâchis, de nos facilités et de nos difficultés, par le merdier paradoxal d'une société de « pillards » qui ne sait même pas en profiter pour être « aussi peinarde qu'une Suède »...

En soulevant cet aspect qui montre comment, par bourgeoisie interposée, on profite des peuples pauvres et pillés, je pass à tous les coups, pour un moraliste démodé, dépassé, victime d'un sentiment de culpabilité qui ne concerne que moi et que je n'ai pas à emmerder le monde avec mes problèmes d'obsession morale...

En fait, quand il m'est arrivé de soulever ce problème avec les mille et un champions de la « démerdardise », j'ai eu droit à une réponse tout-à-fait spontanée et logique: « et alors? qu'est ce que cela change si j'arrête de profiter du système? ce n'est pas moi qui suis responsable de ce qui arrive! c'est aux gars du tiers monde de se révolter! quand ils seront capables de foutre dehors le vieux et le néo colonialisme sous toutes ses formes, alors on sera contraints de changer et de se démerder autrement, mais tant qu'il y a des facilités, à quoi bon ne pas en profiter? »

Face à ces réponses, je me suis trouvé à tous les coups aussi con qu'un Don Quichotte qui cherchait midi à quatorze heures au milieu des moulins à vent... En fait, qu'est ce que cela changerait que de se refuser une petite facilité quotidienne qui transpire de l'opulence des civilisations occidentales quel qu'en soit leur prix? Je suis peut-être imbu d'un moralisme anachronique... un moraliste qui s'ignore ou qui s'ignorait jusqu'au moment où les jeunes démerdards profitant gaiement de la vie, me l'on crié à ma gueule stupide d'individu qui n'a rien pigé au processus « du refus radical et contestataire de notre époque »...

Et alors je ferme ma gueule! Je sens que je ne suis pas dans le coup... Je sens que je suis déjà un vieux radoteur avant l'âge... Et alors, dans le somnambulisme de ma sénilité précoce, je ronronne dans mon coin et je me retrouve à aborder à nouveau le même sujet sous un autre angle:

Puisque en êtres modernes et bien dégourdis, « on » en a rien à foutre d'où viennent telles ou telles facilités, je ne prends en considération que la facilité elle-même, et ce qui apparemment en découle... Et ce que je vois alors, derrière la façade malicieuse de la « démerdardise » flottant sur les gros radeaux bariolés de la facilité au milieu d'un océan de difficultés, c'est, que derrière la rigolade de ceux qui ont su surmonter ou ignorer une variété de scrupules de tous ordres, il y a tant de misère et de recherche acharnée à se prouver à eux-mêmes qu'ils ne sont pas si bêtes après tout, qu'ils savent contrecarrer la pourriture des tenants du pouvoir en traversant les mille improvisations éphémères que le pouvoir lui-même permet (tant qu'il y a de quoi se le permettre à bon compte, le tiers monde est là pour cela aussi...).

Et cette facilité illusoire, même si elle devait durer toute une vie, n'est pas pour autant une source de joies constantes, réelles et épanouissantes! C'est une des multiples facettes de cette consommation monstrueuse irriguée en système omni-présent, qui broie et étouffe la personnalité d'un grand nombre d'individus, réduits à l'usage passif de tout ce qui leur est vidé dessus (comme si l'être humain était devenu une décharge et ses désirs une myriade de rats se gavant de tout ce dont la décharge est inlassablement remplie...).

Cette « facilité » ainsi que la difficulté la plus rassurante et « facile » qu'est le travail, puisent toutes deux dans le même engrais: dans cet abîme sanglant où la mort des uns est la garantie de ce semblant de vie que nous connaissons et dans lequel nous pateaugeons avec des mines tristes ou rigolardes... Mais c'est quand même la mort qu'on assimile chaque jour, tant que la vie ne jaillit pas de PAR-TOUT, tant qu'existe un peuple ou un pays pillé et ravagé pour nous faire prospérer dans notre colossale économie, aussi grandiose que notre obtuse stupidité pleine d'un génie dérisoire et suicidaire... « Et alors? on doit vivre en ascète? » me rétorquent ceux qui se plaisent à savourer les instants gracieux et agréables de cette abondance... Je n'ai pas de réponse... Je pense seulement qu'il faut que le problème soit posé sans pouvoir l'éluider en ajoutant par là une facilité de plus aux autres.

P.S

Evidemment, ce thème de la « facilité » bâtie sur le pillage des ressources des « crève-la-faim », est inconcevable ou déplacé pour tous ceux qui triment avec un salaire minable ou sont accablés par un chômage involontaire et tant redouté... Mais de ceux-là, toute la gauche, institutionnelle ou non, en parle à longueur de journée, au fil des années. L'aspect abordé ici, concerne ceux qui sont loin d'être miséreux et dont les seuls à en parler sont, peut-être, les ministres au pouvoir, dans des buts démagogiques pour masquer la misère réelle qui existe au delà des apparences, tout en continuant à puiser les ressources pour nos pays, en augmentant d'une manière encore plus terrible la misère des autres peuples qui n'ont pas eu la « chance » de découvrir la machine à vapeur avant nous.

Autre chose: Pour éviter de possibles malentendus il faudrait peut-être qu'une chose soit dite... « Je ne vis pas en rentier qui peut se permettre de « jouer au moraliste » à bon compte; tous les « fauchés » que je rencontre, hormis peut-être ceux qui font la manche, sont bien plus riches que moi, étant donné que je me balance entre une courte période au SMIC et une longue période sans rien faire du tout sur le plan rémunérateur. »

Giordano B.G

Passé de OS2 à OS3 et peut-être

PDG dans 99 ans si le chômage

aura su me conserver. Salut!

Qu'il faut que chacun en tienne compte en partant de soi, depuis les instants et les choses apparemment les plus insignifiantes mais qui ont cependant en germe tout le devenir des choses « grandeur nature ».

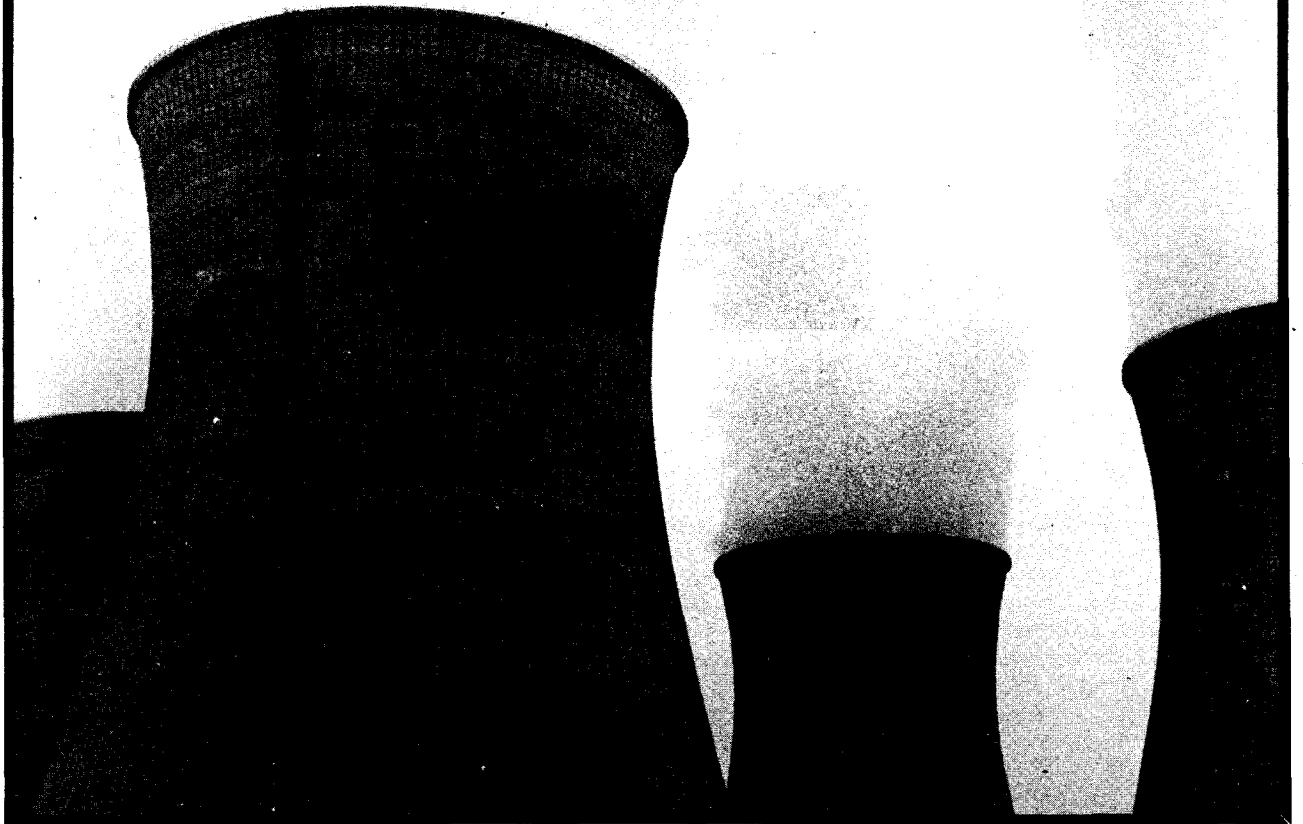
Le capitalisme, tel que nous le connaissons, ça va de soi, n'est pas né d'emblée... C'est l'aboutissement d'un enchaînement de choses bien plus petites au départ...

La mentalité qui a imprégné l'industrialisation en la portant au stade et aux conséquences que nous connaissons, la mentalité de ceux qui ambitionnent d'être chefs ou despotes pour compenser des états de manque affectif sublimé par la quête du pouvoir, sont nées elles aussi de choses très petites au départ, enfouies dans un passé invisible à notre regard (au milieu du vacarme de ce qui existe déjà d'une manière achevée ou grandissante, susceptible d'accaparer notre entière attention tandis que le petit détail d'où le tout a jailli, nous échappe...).

Nous pouvons éviter de reproduire dans le futur ces vices en nous montrant attentifs à nos moindres gestes dans le présent, même quand ils semblent banals et dérisoires... En nous montrant attentifs envers la vie qui se perpétue malgré tout sous toutes ses formes, vu que ceux qui nous ont précédé n'ont pas su, pu ou voulu se montrer attentifs à notre égard, en nous rendant si compliqués, si inaptes à la vie et si capables de la détruire ou de l'étouffer à tout instant, là où elle se trouve, en continuant à défier la laideur et la folie des hommes.



bla bla B'LA HAGUE...



Rassemblement antinucléaire vu par un inorganisé

On a parlé de la tempête exceptionnelle de la nuit de vendredi à samedi, sur la Hague, et juste sur la Hague (?). Tempête qui a dévastée les espérances de ceux qui avaient quelque chose à dire ou à « organiser », de ceux qui avaient encore des illusions ou qui voulaient à tout prix qu'il ne se passe rien. Les organisations ont compté leurs participants, leurs cars, puis leur déficit et peuvent « mesurer » leur échec ou leur réussite, pour moi, la réussite est à la mesure du désespoir de l'échec.

« Tu vas à la Hague sans blagues ! » Au départ de l'autoroute de Caen à Paris il y avait affluence vendredi, sacs à dos, ils attendaient dans les vapeurs d'essence et les jets de déchets de l'autoroute l'occasion qui les rapprocherait du rassemblement. Pour beaucoup ils étaient partis jeudi des quatre coins de France. J'en ai vu dans le métro jeudi soir on se connaissait ou on se reconnais-

sait, à quoi ? Au sac à dos à l'allure, ou à un je ne sais quoi de rêveur et de décidé, on se parlait toujours on ne se trompait jamais. On partageait ce que l'on pouvait, des allumettes, des cigarettes, un peu de pain, du saucisson, en général notre « misère ».

L'arrivée s'est faite pour beaucoup au soleil, on s'affèrait sur les deux terrains de camping, avant neuf heures il y avait déjà plus de trois cents tentes, on commençait à allumer des feux et même à jouer de la guitare : ah c'était chouette ! Tant de monde ! Et de partout !... Et encore, les cars n'étaient pas arrivés, ni ceux qui viendraient par le train, il y avait déjà des bouchons de voitures sur la route. A Valognes des « pommes de terre » répandues avaient obligé à ne pas passer par Cherbourg. Toutes les voitures jouaient à cache-cache. Comme c'était parti, on devait bien dépasser 50.000 personnes. D'ailleurs je crois que venues et reparties il en est bien passé 100.000 par la Hague jusqu'à lundi.

Et puis on est allé faire un tour au lieu de rassemble-

ment : embouteillage de voitures qui retournaient vers les campings, encore on se connaissait et on se reconnaissait, et toujours, des gens à pied. Bien sûr il y allait avoir des concerts, un meeting, et puis Higelin, ... bien sûr les « organisations » avaient quelque chose à dire et se sentaient « responsables », mais les individus étaient là et on le savait bien « le nucléaire » c'est la merde, la radio-activité c'est notre mort, tous les gens du pays viendraient samedi et dimanche...

A minuit quand les premières gouttes de pluie eurent chassé tous les appareils de la tour et tous les gens du pré de rencontre, je suis retournée sur le camping, sur la route, des voitures tout le long sur deux kilomètres pare-choc contre pare-choc, sur les bas-côtés des files de campeurs encore sac au dos et des gens qui retournaient se coucher, on verrait demain... Un peu d'angoisse passait. Les campings avaient changé de forme partout des K-way » s'affairaient sous la pluie qui avait redoublé. Monter une tente dans la flotte ce n'est pas drôle : « passe moi les sardines ! », « attention au vent tu vas la mouiller ! », « où est la lumière ? », et les voitures qui circulaient : « pardon vous voudriez pas déplacer votre tente que je passe ? » disait un humoriste ; « ça fait une heure que je me trempe à chercher, vous auriez pas vu une tente ? » pleurait un égaré frisotté, dégoulinant et sans lumière, un p'tit veinard qui avait monté sa tente au soleil.

Dans la nuit ce fut pire. Les toiles claquaient au vent, les gens furent chassés, qui vers les voitures pour finir la nuit, et qui n'en avait pas est resté dans son duvet bien chaud et bien humide où a fini dans une tente voisine. Au matin on pouvait mettre sur sa tente si elle avait tenu un écrite « piscine ». Et les cars arrivés dans la nuit et la tempête, détournés sur Cherbourg ! Rien pour accueillir les gens... Et pourtant, pourtant les gens continuaient d'arriver. Personne ne repartait, sauf pour se sécher, acheter des bottes, et revenir pour patauger dans le cloaque et attendre...

Et là attendre quoi ? Sous quelques chapiteaux avec estrade en planche, les gens s'entassaient, les cafés et les bières circulaient, et l'on pouvait dire : « les babacoulent ! », des êtres, sac ren plastique sur la tête, mouchetés de boue de la tête aux pieds circulaient quand même quand ils étaient las de rester entassés à boire ou à fumer, on allait aux nouvelles, ici on dansait sur des rythmes venus d'ailleurs, là on discutait, on écrivait sur les murs des slogans, il se passait quelque chose : ça allait sortir !... « Il paraît qu'il y avait une centrale dans le coin... puisqu'on ne faisait rien... (???) ». Qui a eu peur ? De quoi ? : de l'écœurement, du désœurement,

qui s'est senti responsable ? De quoi ? Les organisateurs, à deux heures, alors que les gens continuaient à arriver, ont tout dispersé. « Ce soir quelques groupes sur Cherbourg et meetings et fête à Sainte Mère l'Eglise 40 kilomètres plus loin ». Pourquoi Sainte Mère l'Eglise ? : une grande salle pour 4.000 personnes (7.000 y ont tenu) et les autres ? Et voilà un commencement d'organisation qui prend place : Pour quoi faire ? Pour distribuer des places en voiture et décider les cars à partir.

Ah non c'est là que je ne suis pas d'accord et je ne suis pas la seule. Mais alors voilà la chanson des organisations, bien sûr que les organisateurs ont peur, « nous » sommes responsables, il faudrait un rapport de force, qu'est-ce que vous « voudriez » faire ? Et à quoi cela servirait ? Vous rêvez ! Etc...

Les organisateurs, c'est fait pour organiser, ou désorganiser, c'est la même chose. Alors amusons le peuple. Quant à vous les « casseurs », on le sait vous venez pour provoquer, pauvres petits casseurs bien désespérés et bien trempés comme si on continuait pas à le casser notre monde et sans vous ! Comme si elle n'était pas déjà là bien présente votre mort !

Nous « les organisateurs », on organise, c'est notre rôle. Laissez nous faire, moutons, montez à Sainte Mère l'Eglise ! Demain dimanche il n'y aura rien ! Impossible.

Tout le monde est monté : 7.000 personnes dans la salle et Higelin, et plus de 30.000 dehors en défilé dans les rues. Très peu de casse, dans le fond on n'était pas venu pour ça, et pas là, un peu d'humour mais plus beaucoup d'amour. Et puis retraite lente avant le matin tous les cars sont repartis et bien des voitures.

Dimanche matin, au soleil, je suis retournée à la Hague et j'y suis restée entre le camping (où il restait 7 tentes) et le campus, il paraît qu'il y a eu un « grand » rassemblement dimanche après-midi, je ne l'ai pas vu, je n'ai vu que des gens locaux qui venaient et repartaient, quelques uns étaient renvoyés avant d'arriver, suite au mot d'ordre des « organisations » la veille. Même quelques voitures venues de Paris vers midi ont été refoulées.

Alors je ne sais pas, si je n'ai rien vu c'est peut-être que mes yeux étaient encore tournés vers la « situation » de la veille. La pluie et la tempête y avait certes un peu contribué, mais ce que je sais, c'est que pour une « situation » comme celle là je retournerai à un rassemblement et qu'il sera encore plus important et que même s'il faut en passer par les « organisations » pour avoir la parole, ce sera sans doute le désespoir des individus qui aura le dernier mot. ■

ODETTE

COURRIER DE SAN-JOSE (suite de la page 15)

Bolivie, les soixante fachos paramilitaires qui avaient fait le coup d'Etat dans la ville de Santa Cruz, tentant d'étendre la situation à tout le pays, ont été foutus dehors du palais du gouvernement de Santa Cruz par 1.500 prolos et étudiants armés de bâtons, de manches de pioche et de cailloux.

Santa Cruz est à 1.000 bornes de la capitale La Paz où une cinquantaine de fascistes faisaient grève de la faim pour demander l'expulsion de l'ambassadeur U.S. Marvin Weissman accusé par les phalangistes d'intervenir dans les affaires d'Etat et de procéder à une ouverture

démocratique du pays. Pendant ce temps, d'autres groupes de phalangistes prenaient d'assaut le consulat U.S., le Centre Culturel boliviano-Norte Américano, la Chambre électorale, le Centre Ouvrier Régional faisant de considérables dégâts, volant les bulletins de vote pour les prochaines élections du 29 de ce mois et disant que les flics s'étaient ralliés à leur cause, ça a failli, cela ne s'est pas fait. Du coup, nos grévistes de la faim ont disparu, abandonnant leurs effets personnels dans la rédaction du journal qu'ils occupaient « Presencia ». Les phalangistes sont membres de la F.S.B., falange socialiste bolivienne... Ambiance. ■

NOUVELLES DE KABOUL (suite de la page 4)

tions officielles, 104 doivent être libérés ces jours-ci. Le sort des 96 restants, doit être décidé par un tribunal militaire. Par ailleurs, depuis la manifestation du 3 mai, des rafles ont lieu la nuit dans certains quartiers de la ville. Il apparaît que ce sont de jeunes étudiants qui en font l'objet et qui seraient ensuite affectés dans les unités de l'armée afghane.

Kabul le 14 mai 1980

16-20 mai 1980 : tension accrue à Kabul.

Des mouvements de résistance se sont récemment fédérés à Kabul dans une alliance intitulée « Djabha Motahede Melli » : résistance nationale unifiée. Le « Hesbe Islami » de l'ingénieur Golbedin ne fait pas partie de cette alliance. Le jeudi 15 mai le « Hesbe Islami » dans un « Shabe Nama » (tract) appelait étudiants, professeurs et élèves à poursuivre la grève à l'université et dans les lycées et les collèges, et à l'intensifier à partir du 17. Le fait que les mots d'ordre n'aient pratiquement pas été suivis manifeste le peu d'audience du parti auprès de la résistance intérieure.

Cette semaine était la troisième après le mouvement étudiant et collégien de la fin avril (début mai, mouvements durant lesquels les collégiennes avaient payé le plus lourd tribut). Dès le samedi 17 dans plusieurs collèges de filles de la ville, particulièrement dans celui de « Rabiaa Balkhi », auquel appartenait la jeune martyre Nahid tuée le 30 avril en haranguant ses camarades, des troubles avaient eu lieu depuis : tentatives de sortie dans la rue, manifestations à l'intérieur des collèges, molestage d'une directrice, refus collectif du travail, classes scandant « Allah, Allah, Allah », sans interruption. Mardi 20, la place vide de Nahid était occupée par sa photo agrandie et des bouquets de fleurs. Vers 11 heures 30, des groupes de lycéennes appartenant à différents établissements, réussissaient à sortir et défilaient dans la ville en scandant des mots d'ordre hostiles aux soviétiques ; les groupes étaient peu après amenés dans les cars de police.

Dimanche 18 : première bombe à Kabul ; une bombe a éclaté le matin à la faculté des Sciences sans faire de victime. Dans l'après-midi, alerte à la bombe dans le bâtiment situé en plein centre de la ville où se trouve la librairie des publications soviétiques. Le bâtiment a été évacué, le colis piégé placé devant la devanture a pu être désamorcé.

Le même jour vers 16 heures, près de l'Emporium, un officier supérieur soviétique aurait été tué (selon des sources proches de l'Ambassade de France).

Tracts et journaux clandestins se sont multipliés ces derniers jours. La tension risque fort de se développer encore dans les semaines qui viennent. ■

Kabul le 21 mai 1980

FORMULAIRE D'ABONNEMENT


NOM PRENOM

ADRESSE CODE POSTAL VILLE

Tarif pour 10 numéros : 60 balles (ou plus). Formulaire à envoyer à :

I.R.L. — 13 rue Pierre Blanc — 69 001 LYON —

TRES IMPORTANT . nouveau CCP -- Libellez les chèques à I.R.L. CCP 4 150 95 N LYON



RENCONTRE DE LA FEDERATION INTERNATIONALE DES CENTRES D'ETUDES ET DE DOCUMENTATION LIBERTAIRES

(-Lyon les 24 et 25 mai 1980)

On sait, ou on devine que ce n'est pas dans l'histoire officielle qu'on trouvera la trace du mouvement anarchiste, non plus d'ailleurs que celle des mouvements spontanés de révolte ouvrière. Les livres d'histoires parlent des Etats, des hommes politiques et des grandes découvertes, mais non des efforts des peuples pour échapper à l'aliénation.

Et pourtant, pour ceux qui pensent qu'une autre vie est possible, le témoignage des luttes de ceux qui les ont précédés est indispensable, ne serait-ce que parce que ce peut-être la base d'une nouvelle culture, encore vacillante, mais qui se construit à travers les luttes.

Il y a une vingtaine d'années, le Centre Internationale de Recherche sur l'Anarchisme (à Genève puis à Lausanne puis à nouveau à Genève) était pratiquement le seul centre, non tenu par des professionnels, mais par des militants, qui se consacre exclusivement à l'anarchisme. Il avait alors une vocation mondiale et son but était de recueillir tout ce qui se publiait, ou était disponible sur l'anarchisme, ou écrit par des anarchistes. Indépendant de toutes les organisations, il a su conserver une ouverture à tous ceux qui s'intéressaient à ce domaine et son existence n'a certainement pas été étrangère aux rééditions, et au renouveau des publications qui se sont intéressées à l'anarchisme après 1968, et donc au développement des idées (ce qui prouve que ce travail de rat de bibliothèque, qui apparaît le plus souvent inintéressant, peut servir à certains moments à la renaissance du mouvement libertaire). Sur les mêmes bases, mais avec une vocation plus régionale, s'est constitué le C.I.R.A. Marseille. Et puis, après 1968, on a vu surgir des tas de petits centres régionaux, généralement liés aux mouvements locaux, pour le meilleur et pour le pire. Le pire, ce pouvait être parfois la dispersion de bibliothèques ou la perte de documents confiés par des vieux copains.

C'est dans ce court texte que s'est fait sentir la nécessité d'un lien et d'une collaboration entre les différents centres. Cette possibilité fut évoquée il y a deux ans à Genève (en outre, compte-tenu de la multiplication des publications, le C.I.R.A. éprouvait de plus en plus de difficultés à se conformer à sa vocation initiale « encyclopédique »). L'an dernier, c'était à Marseille où, dans une chaude ambiance, fut élaboré le pacte entre les centres constituant la fédération internationale des centres d'études et de documentation libertaire ; un programme ambitieux fut élaboré : uniformisation du système de classement, échange de doublets, spécialisation des centres en vue d'une meilleure orientation des chercheurs, publication d'une revue Anarchives destinée à faire le point de l'activité de chacun des centres et à publier des recherches ou des études. Il faut d'ailleurs avouer que la plupart de ces projets ou n'ont pas vu le jour, ou ont avorté. Il reste que des liens se sont créés, non seulement techniques, mais aussi, et peut être surtout, personnels ou amicaux. C'est dans cette chaude ambiance que, un peu grisés par l'air marin, les copains qui représentaient le C.D.L. de Lyon acceptèrent que la réunion de cette année ait lieu ici. C'était un peu démesuré ; par rapports aux autres, le centre de Lyon est en effet plutôt embryonnaire : il y a pas mal de choses (bien que beaucoup se soit perdu lors des tentatives précédentes, et ceci nous incite à la prudence), mais le travail de classement est loin d'être fini.

Toujours est-il que se sont retrouvés à Lyon, pour la Pentecôte, les copains du C.I.R.A.-Genève (Case posta-

le 51, CH-1211, Genève 13), du C.I.R.A.-Marseille (B.P. 40 13382 Marseille Cédex 4), du Centre Max Nettlau de Paris (15 rue Gracieuse 75005 Paris), du Centre d'Etudes et de Documentation Anarchiste de Bordeaux (7 rue du Muguet 33000 Bordeaux), du Centro de Documentacion Historico-social de Barcelone (Apartado de correos 22212 Barcelona), de l'Anarchistisches Dokumentationszentrum (c/o Horst Stowasser, Postfach 2602, 633 Wetzlar-Lahn) et du Centro Studi Libertari « Giuseppe Pinelli » (viale Monza 255 - 20126 Milano). Des copains de Limoux (Aude) étaient également présents à titre d'observateurs. L'enthousiasme était un peu moins délirant que l'an dernier. Chaque centre a d'abord fait le bilan de ses activités : débats, conférences, expositions (tout ceci étant à Lyon assuré par la librairie la Gryffe), colloques et séminaires (surtout à Milan : l'Autogestion, Droit et Anarchisme, l'Imaginaire Social et d'autres en préparation), publications (Barcelone Wetzlar-Genève), animations d'Athénées libertaires (Barcelone), travail de classement, souvent le moins avancé, compte-tenu de l'investissement militant des copains qui participent aux centres. Chaque centre a pu également définir sa spécificité avec un peu plus de précision que l'an passé. A Lyon, nous avons pas mal de documents (tracts, journaux etc...) concernant la région, notamment dans les domaines de l'écologie, du féminisme, des luttes des immigrés etc... Un copain s'intéressant plus spécialement à ce domaine, nous pouvons également répondre aux demandes plus vastes centrées sur l'anarcho-syndicalisme.

Les centres ont évoqué aussi leurs difficultés. Si elles sont partout importantes, beaucoup de travail restant à faire, c'est sans doute Genève qui aurait le plus besoin d'aide extérieure efficace, à cause de l'importance des fonds qui y sont rassemblés et de l'absence d'un milieu militant local qui puisse soutenir le C.I.R.A..

Les projets d'avenir ? Ils résident surtout dans l'approfondissement des échanges, dans un effort envisagé pour que le travail effectué par chaque centre puisse être utilisé par d'autres. ANARCHIVES continuera, mais de façon moins ambitieuse : il sera constitué des catalogues édités par les différents centres auxquels s'ajouteront des feuilles brèves (bibliographies, informations etc...) qui circuleront entre nous.

L'an prochain, nous irons à Wetzlar.

Il faut surtout dire que malgré l'impréparation et l'organisation pas très au point (c'est notre faute), la réunion a surtout été intéressante par les contacts et les échanges qu'elle a permis. Pas seulement au niveau des centres doc, mais aussi des activités des uns et des autres.

P.S. Ainsi qu'il a été dit, le Centre de Lyon n'est pas, pour l'instant, opérationnel. Il le sera sans doute en septembre, au moins pour la partie bibliothèque (d'ailleurs la moins intéressante). Pour qui veut nous rencontrer, on y travaille en général le mercredi de 17 à 19 H. Et les dons en argent, ou surtout en documents, sont les bienvenus. Il est à noter qu'un cas de difficultés passagères ou définitives d'un centre, les documents en sa possession seront pris en charge par d'autres centres de la fédération, plus solides.
Centre de Documentation Libertaire, c/o Librairie La Gryffe, 5 rue Sebastien Gryphe 69007 Lyon tel 8610225.

En passant par l'Italie

En lisant le manifeste des autonomes (IRL 34), je me suis souvenu de mes premières sensations par rapport aux Brigades Rouges de mon pays. Sensations qui s'étendent à tous les terroristes quels que soient leurs étiquettes et leurs sigles, et qui n'ont pas changé aujourd'hui.

Mon sentiment, c'est qu'au delà des intentions et des couleurs idéologiques affichées pour justifier des actes violents, la violence (pour ceux qui la pratiquent directement) a d'autres racines plus personnelles; des racines subjectives qui ont besoin d'une couverture politique et idéale pour que la violence puisse se manifester sans entraves et sans complexes. Sans cette couverture il y aurait eue intolérable d'une gratuité et d'un plaisir dans l'acte violent que peu d'individus peuvent assumer.

Ce besoin profond d'extérioriser une agressivité dérivante en elle-même et valorisante, même accompagnée d'images théorico-idéales, peut être récupéré et utilisé par les forces politiques les plus opposées aux « idéaux terroristes » et à leurs buts.

C'est ce qui a pu se produire en Italie où la grande masse de la population se trouve déroutée face à l'enchevêtrement des différents réseaux terroristes où aux « rouges » se superposent les « noirs » et où seule une infime minorité peut se repérer, un écheveau où l'on ne sait plus si ce qui est rouge est vraiment rouge, si ce qui est noir n'est pas plutôt blanc...

Les cibles choisies ne disent pas forcément grand chose sur la matrice terroriste qui a porté le coup... En fait les tenants du pouvoir peuvent sans crainte, si ça les arrange, s'éliminer entre eux ou s'attaquer à leurs propres Reichstag ou EDF.

Même quand il y a passion sincère dans l'engagement violent, rien ne prouve qu'au delà de l'intensité du plaisir éprouvé, dans l'intime griserie du risque, ne se joue pas le renforcement accru de ce qu'on voulait combattre par ce moyen là.

Même en admettant pour vrai le projet chimérique d'un résultat positif aux buts poursuivis par l'action violente et armée, l'être qui se forme à cette école n'aura-t-il pas forgé la « grande gueule » qui lui permettra de s'imposer demain à la place occupée par ceux qui s'imposent aujourd'hui? Chacun à tour de rôle... chacun au nom de la vérité, chacun niant qu'il s'impose, mais toujours imbu de ses succès militaires et politiques, dominant la masse de ceux qui n'ont pas su ou voulu jouir du même plaisir.

La première fois que j'ai formulé par écrit ce que je ressentais face au terrorisme dans mon pays, ce fut sous la forme du texte ci-dessous que je vous traduis de suite.

PORTRAIT DU TERRORISTE

Homme toi qui naquis de chair
Je te vois maintenant de fumée dans la fumée...
Dans la fumée de tes déflagrations
Dans la fumée de celui qui te tire dessus
Dans la fumée de tes paroles;
Paroles incendiaires auxquelles tu chauffes tes illusions.

La fumosité de tes paroles c'est ton pain quotidien
Pétri de plomb
Dure et lourde en est la digestion
Et tu chies confiture de fiel et poudre à canon.
Et tu pisses le sang pas encore versé
Des futures victimes
D'une vengeance qui crie justice
En bavant le dégoût du monde qui t'a vomi.

Tu pues de l'inceste avec la mort
Toi qui n'as pas connu la vie.
Tu te brûles pour cacher dans la fumée
L'image du monde qui t'a brûlé.

Tu brûles les autres parce que
Dans la fumée de tes victimes
Tu veux égarer les plaies
De ton cœur flétri

Tu ne peux pas, tu ne sais pas aimer,
C'est pour cela que tu hais
Qui te châtira le cœur,
Qui a incinéré ton humanité...

La haine qui te nourrit
Berce tes cauchemars
Et enfume l'haleine de tes pensées,
De tes sentiments ravagés,
Par l'atomicité de notre époque.

Je coupe quelques tranches de cette fumée
Toujours plus épaisse
Pour regarder outre.
Je vois que tu marches dans un cul de sac
Avec tes phantasmes et tes réalités.
Mais tu n'es pas seul;
Le monde qui t'a engendré,
Marche avec toi, contre toi.
Les spectateurs de ta folie
Vivent la leur passivement.

Ceux qui te combattent,
T'ont créé
Et poursuivent
Dans la même impasse.

PS: le thème de la possible récupération des attentats et de ceux qui les pratiquent est souvent abordé à l'intérieur de la gauche. Ce qui ne me semble pas courant, ce sont des textes qui abordent et essaient d'approfondir la question d'un point de vue de la subjectivité. Un point de vue qui tient compte des ressorts secrets poussant à des actes, par la suite spectaculaires, mais pas toujours compréhensibles même à travers des analyses et disciplines qui se veulent rationnelles.

Le nazisme lui-même ou le phénomène d'un « Führer », sont le plus souvent compris et assimilés, trop superficiellement et hâtivement, au seul capitalisme, en laissant échapper sur quelle base de l'inconscient ou intimement secrétés ont pu se greffer certains fanatismes idéologiques qui vont bien au-delà d'une simple gestion autoritaire et répressive du capitalisme.

Je ne veux pas faire d'amalgame mais simplement attirer l'attention vers ce qui n'est pas évident, déclaré, affiché. En partant de raisons et d'idéaux différents, opposés, on peut se retrouver à la longue sur des positions semblables; celles d'une violence foncièrement gratuite, officiellement justifiée mais par des raisons qui sous leur apparente solidité ne font que couvrir les vrais mobiles cachés de ceux qui exercent directement la violence. A l'est comme à l'ouest, les flics « défendent l'ordre » ce n'est pas le même ordre mais c'est la même défense. De la même manière ceux qui ne sont pas flics peuvent justifier leur propre violence par des raisons de lutte, mais là encore il s'agit des raisons officielles. Les mobiles intimes des uns et des autres, on les ignore. ■

AUX PAYS DES SINGES STUPIDES (suite de la page 26)

Ceux qui se taisaient, avaient choisi cette attitude pour éviter d'être obligé de se taire à jamais dans un tombeau ou en disparaissant dans les viscères d'un quelconque Bokassa; ce qui était déjà arrivé à pas mal de leurs prédécesseurs.

Mais le jour vint où, la masse végétale longtemps écrasée et étouffée par le poids hallucinant du béton, parvint à se frayer un passage un peu partout dans les villes bétonnées... Des crevasses, au début imperceptibles commencèrent à s'agrandir à une vitesse impressionnante, surgissant de partout; du milieu des routes, des murs, des places, des pièces au rez de chaussée, cherchant la lumière qui lui avait manqué pendant si longtemps...

L'ahurissement, l'épouvante même, fut générale... L'armée intervint avec des machines ultra modernes et des acides super puissants pour tondre et brûler impitoyablement au fur et à mesure, cette végétation qui poussait et grandissait sauvage et silencieuse, impressionnante et terrible dans son indomptable ténacité. Dans sa poussée désormais impossible à maîtriser, elle entraînait l'écroulement de cette masse absurde de bâtiments qui avaient coûté, comme les pyramides de jadis, tant de sueur, de sang, de vies, de liberté...

Mais nombreux furent ceux qui s'unirent à l'armée pour affronter ce fléau, ne comprenant pas que c'était là le commencement d'un nouveau libérateur...

Trop longtemps coupés de leur mère la nature, ils ne sentaient pas son message puissant qui se manifestait à travers cette révolte dévastatrice, nécessaire à la renaissance de la vie...

Et plus ils s'acharnaient contre cette masse majestueuse des plantes en mouvement, plus celles-ci jaillissaient, avec une vigueur renouvelée et rageuse, envahissant et ravageant tout sur son passage...

Parmi elles il y en avait qui étaient devenues carnivores pour se venger des humains et de tout ce qu'elles et leurs sœurs avaient dû subir par leur faute. Elles commencèrent donc à étrangler et à dévorer tous les humains qui s'opposaient à la résurrection du monde végétal...

Elles possédaient aussi l'intelligence et le discernement... Au milieu de la jungle qui s'était maintenant formée à une vitesse vertigineuse et fantastique, encore plus dense et plus enchevêtrée que par le passé, les plantes savaient distinguer ceux qui étaient restés intacts et purs malgré tout (malgré les compromis auxquels ils avaient dû se soumettre pour ne pas disparaître) et ceux qui avaient été irrémédiablement corrompus par la civilisation qui avait mis à la place du cœur, la cupidité, le pouvoir, la déification du travail, et l'ignoble trahison vis à vis de la nature méprisée, piétinée, saccagée et empoisonnée...

Ce fut alors la panique et l'affolement général; les blancs, qui vivaient encore nombreux dans ces lieux, ainsi que les noirs, jaunes, rouges, verts, violets etc etc... qui ressemblaient aux premiers par la pourriture de leur âme corrompue et corrompue par un matérialisme aveugle et meurtrier auquel ils avaient été accoutumés malgré eux, donc tous ceux-ci prirent une fuite désespérée et se réfugièrent sur les arbres où ils se retrouvèrent côte à côte avec les singes, victimes depuis toujours des moqueries et des cailloux que leur lançaient les hommes (2).

Les autres, qui n'avaient rien à craindre puisqu'ils ne s'étaient jamais éloignés d'eux-mêmes (et dans la mesure du possible dans les actes de la vie quotidienne), ni de cet amour sincère de la vie sous toutes ses formes, ces autres commencèrent à réorganiser leur vie dans le respect harmonieux de la nature.

Les plantes carnivores, une fois qu'elles eurent assouvi leur besoin de vengeance, renoncèrent à poursuivre les êtres corrompus qui, terrifiés, restaient perchés sur les arbres.

Sagement, les plantes estimèrent que cette permanence forcée au sommet des arbres leur servirait peut-être de leçon.

Une leçon, il faut l'espérer, riche en enseignements constructifs, sains, beaux et intelligents, pour eux-mêmes et pour leur progéniture qui serait enfin descendue des arbres un jour, si c'était là son désir, nettoyée de toutes les impuretés qui, puisant dans la haine envers la vie avaient conduit à cet abrutissement et à la fuite dans les arbres, les obligeant ainsi à vivre comme des singes, alors que la nature les avaient doués pour vivre comme des hommes. ■

Lundi 26 mai 1980
En passant par Lyon
Montée de la muette...

Tamango Kakonga
De la tribu Goga-Magoga
quelque part en Afrique équatoriale:
terre de mes ancêtres qui a pris (subi)
des appellations étranges.

(1) Les hommes, cette race d'animaux stupides et cruels dont le fonctionnement imbécile n'a pas encore été mis au point...

(2) ...politique choquante parce qu'elle empêche de pouvoir faire semblant de ne pas voir les choses comme elles sont, ce qui est le désir de tous les hypocrites du monde.

ciné moi

Bonjour!

Comment l'expliquer ?
avec des paroles ?
avec des gestes ?
du silence ?
le contraire de la vie ?

I.R.L.

Partagé entre le désir de la folie
et le plaisir du cinéma
je suis allé, trois soirs
de suite, voir trois films.*
(Chance: moi je ne lis jamais les journaux.).
Nous, par contre, lisons des
journaux, regardons la télé
et passons beaucoup de notre
existence au Cinéma.
Ainsi les rapports entre moi
et quelques personnes se réduisent
à des questions concernant les
films vus ou pas vus.

Qu'est-ce qu'on pourrait
faire d'autre ?
Regarder la télé, écouter
la musique ?
Aller à la campagne
manger des champignons
aimer les autres ?
Préparer des réunions,
écrire des chansons, des poèmes,
des misères ?...

Passer notre temps à la
recherche du bonheur ou
vivre les bonheurs...Mais
si l'Oncle d'Amérique
n'existe point ?
Faire un journal,
couper des arbres
manger des feuilles
boire du lait,
cuire de la viande,
faire de la musique.
Acheter des pantalons
se doucher, se baigner.
Ecouter les informations
et partir dans Le Grand Embouteillage!

D'alternatif, il y a encore
les manifs,
l'allégorie des mots et des choses.
Le Repos.
Le sommeil ou la
masturbation.
Pas des millions de centimes
mais des centimes.
Ariane qui ne vole
contre le Pape aviateur

Le ventre rempli

enflé.

Le pieds sales, les mouches
au Nicaragua.
Sans compter avec les
couillons en Afghanistan
et les ressources minérales
en Afrique du Sud.

Les flics et la justice
l'herbe, les fleurs, , les
jardins, le marché du dimanche matin.

Des poèmes morts sous
la presse-machine-
automatique-qui roule
trop vite pour pouvoir
arrêter la pensée!

Envie de faire l'amour
ou de voir des corps nus
les oreilles crasseuses
et les yeux vides
vidés de leur contenu
humain et végétal
et animal et biologique
et MERDE.

Pourquoi donc ne
puis-je être un savant
logicien, politicien, ou
commerçant ?
Croyez-moi, je crois...
avoir un trou dans la
poitrine et Johnny, lui
sans fusil, sans jambes,
sans bras, ni yeux, ni
langue, est là , ad aeternam.

Ainsi que le peuple qui
tous les après-midi dans
la Res-publica achète, vend
regarde et se parfume de rêves.
Le rêve s'estompe
ainsi que l'imagination
lorsque le spectacle commence.

Seulement la peur d'être mort
nous attache à nos chaises,
sans que nous puissions
faire ce Saut dans le Vide.
Alors Pourquoi pas
Le Couteau dans la Tête ?
et pourtant...
je ne me suis pas arrêté à Eboli

3-6-80 Mimmo

* NO ! Quatre soirées quatre films...Fantastica.



I.R.L. Informations Rassemblées à Lyon — Dir. Pub. A. Thevenet — Commission paritaire : 55 270 — Ateliers d'Impression Presse Nouvelle